



# Etude préalable agricole

D'après le Décret n°2016-1190 du 31 août 2016  
réalisée en Mai 2019

VERSION DE TRAVAIL

## Projet d'extension du Pôle de Stockage- Energie (PSE) de Chatuzange-le-Goubet

Coordination technique : Pierre BACH

Votre interlocuteur Chambre d'Agriculture 26 : Jean-Michel COSTECHAREYRE

Vos interlocuteurs CETIAC : Julie SEEGER, Margot VANRENTERGHEM, Lise WATIER



# L'étude préalable agricole

## Séquence Eviter/Réduire/Compenser –

Un **dispositif de compensation agricole** a été introduit par la **Loi d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt (LAAF) de 2014** (Art. L. 112-1-3 du code rural), rendu applicable par le **décret d'application paru le 31 août 2016** (n°2016-1190) pour les projets susceptibles d'avoir un impact important sur l'économie agricole locale (ceux soumis à évaluation environnementale).

L'étude préalable comprend notamment **une évaluation financière globale des impacts sur l'agriculture**, et doit préciser les mesures envisagées et retenues pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet (ainsi que l'évaluation de leur coût et des modalités de leur mise en œuvre).

A noter que **les mesures de compensation sont collectives** : elles peuvent permettre par exemple de financer des projets agricoles collectifs ou de filière.

Le **décret n°2016-1190 du 31 août 2016** vient préciser le champ d'application et la teneur de l'évaluation des impacts agricoles issu de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt d'octobre 2014. Ce décret définit les cinq rubriques du contenu de l'étude.

- ① Une description du projet et la délimitation du territoire concerné
- ② Une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire
- ③ L'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire
- ④ Les mesures envisagées et retenues pour **éviter** et **réduire** les effets négatifs notables du projet
- ⑤ Les mesures de **compensation collective** envisagées pour consolider l'économie agricole

Ce dispositif vient **en complément** des mesures préexistantes en lien avec l'expropriation (indemnité d'expropriation au propriétaire + indemnité d'éviction à l'agriculteur), et celles liées aux aménagements fonciers agricoles et forestiers dans le cadre de grands projets d'infrastructures visant à restructurer ou améliorer la structure foncière des exploitations impactées par le passage d'une infrastructure.

Ce nouveau dispositif vient prendre en compte l'impact économique globale pour **l'agriculture du territoire et les filières amont et aval concernées**.

## Contexte réglementaire



La loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (Article 28 – L.112-1-3 du code rural et de la pêche maritime).



Décret n°2016-1190 du 31 août 2016 publié au Journal Officiel du 2 septembre 2016 (Article D.112-1-18 et suivants du code rural et de la pêche maritime)

## Conditions d'application



Projet soumis à étude d'impact environnemental systématique



Situé sur une zone constructible valorisée par une activité agricole dans les 3 dernières années



Surface perdue définitivement de plus de 1ha (seuil de la Drôme)



# Le cadre de l'étude préalable agricole

Les acteurs et l'intervention de CETIAC –



## LE GROUPE VEOLIA EN FRANCE

VEOLIA accompagne les collectivités et les industries françaises dans la gestion et la valorisation des leurs ressources en eau, en matières et en énergie, dans l'objectif d'augmenter leur efficacité environnementale, économique et sociale.

## VEOLIA RECYCLAGE ET VALORISATION DES DECHETS

VEOLIA RVD, filiale à 100% du Groupe VEOLIA, propose à l'ensemble de ses clients, publics et privés, une gamme complète de prestations en matière de gestion des déchets, depuis la collecte jusqu'à leur valorisation et traitement. **Le groupe VEOLIA est la référence mondiale de la gestion optimisée des ressources.** Présent sur les cinq continents avec plus de 163 000 salariés, le Groupe conçoit et déploie des solutions pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, qui participent au développement durable des villes et des industries.

En 2016, le groupe VEOLIA a servi 100 millions d'habitants en eau potable et 61 millions en assainissement, produit 44 millions de mégawattheures, collecté 30 millions de tonnes de déchets et traité 45 millions de tonnes de déchets dont 30 millions valorisés sous forme de matière ou énergie. Le groupe VEOLIA a réalisé un chiffre d'affaires de 24.4 milliards d'euros en 2016.

En 2016, en France, la société comptait plus de 250 unités de traitement dont, pour des déchets non dangereux : 107 centres de tri et recyclage, 37 installations de stockage, 67 centres de valorisation biologique ou compostage, 45 unités de traitement thermique. Avec 16 640 collaborateurs en 2016 en France, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros.

**ONYX Auvergne Rhône-Alpes (ARA) est une société filiale du Groupe VEOLIA** qui exploite le Pôle de Stockage-Energie de Chatuzange depuis 1989.

**ARCTOS** est la société de conseil développée par Pierre BACH ayant assuré la coordination entre ONYX ARA, CETIAC et la Chambre d'Agriculture de la Drôme sur le projet d'exploitation de PSE de Chatuzange.



L'équipe de **CETIAC** est constituée d'**ingénieurs agronomes** capables d'apporter une expertise répondant aux enjeux de compensation agricole collective adapté au territoire, aux ressources du territoire, aux usagers et à ces acteurs économiques. Plus de **60 missions** ont été réalisées en moins de 2 ans d'existence, sur tous le territoire national.

## L'ÉQUIPE CETIAC :



Julie Seegers  
Gérante de CETIAC



Margot Vanrenterghem  
Consultante



Lise Watier  
Consultante



Katiane Violin  
Consultante



Avec une implantation départementale, et la présence d'une antenne sur le territoire du Val de Drôme, la Chambre d'Agriculture possède une très bonne connaissance du contexte politique et de l'agriculture locale que ce soit au travers de ses élus ou de ses agents. Elle est associée et intervient dans les principaux projets de développement ou procédures d'aménagement en cours sur le territoire.

**Jean-Michel COSTECHAREYRE**, Coordinateur Territorial plaine de Valence et Nord Drôme et Responsable études aux collectivités a réalisé en collaboration avec CETIAC, les préconisations en matière d'Eviter, Réduire et Compenser dans le cadre du projet.

# Sommaire

## Déroulé de l'étude préalable agricole –

### SOMMAIRE :

#### Description du projet

Situation géographique du projet  
Description du projet  
Fiche d'identité du projet  
Intégration et compatibilité du projet  
Volonté locale de préserver l'espace agricole  
Activité agricole concernée par le projet

p5  
p6  
p7  
p8  
p9  
p10  
p11

#### Analyse de l'état initial de l'économie agricole

Contexte agricole général  
Définition des périmètres d'étude  
L'agriculture sur le périmètre élargi  
Filières agricoles  
Circuits-courts et démarches qualités  
Potentiel agronomique  
Mesures Environnementales  
Enjeux de l'économie agricole  
Chiffrage de l'économie agricole

p13  
p14  
p15  
p17  
p18  
p21  
p22  
p23  
p24  
p25

#### Etude des effets positifs et négatifs sur l'économie agricole

Le phasage du projet  
Mesures d'évitement  
Mesure de réduction  
Chiffrage de la mesure de réduction  
Analyse des impacts du projet  
Analyse des effets cumulés  
Bilan des impacts du projet  
Compensation agricole collective  
Mesures de compensation  
La mesure de compensation 1  
La mesure de compensation 2  
La mise en œuvre des mesures

p26  
p28  
p29  
p30  
p32  
p33  
p34  
p35  
p36  
p38  
p39  
p40  
p41

#### Méthodologie et Bibliographie

Méthodologie CETIAC  
Bibliographie

p42  
p43  
p46

### GLOSSAIRE :

**ETP** : Equivalent temps plein

**IAA** : Industrie agro-alimentaire

**IGP** : Indication géographique protégée

**OTEX** : Orientation technico-économique

**PAC** : Politique Agricole Commune

**PBS** : Production brute standard

**PRA** : Petite région agricole

**RGA** : Recensement Général Agricole

**RPG** : Registre Parcellaire Graphique

**SAU** : Surface Agricole Utile

**UTA** : Unité de travail annuel

**UGB** : Unité gros-bétail

**FAB** : Fabricants d'Aliments Bétail





# Description du projet d'extension du Pôle de Stockage-Énergie

1. Situation géographique du projet
2. Description du projet
3. Fiche d'identité du projet
4. Intégration et compatibilité du projet
5. Volonté locale de préserver l'espace agricole
6. Activité agricole concernée par le projet



# Situation géographique du projet

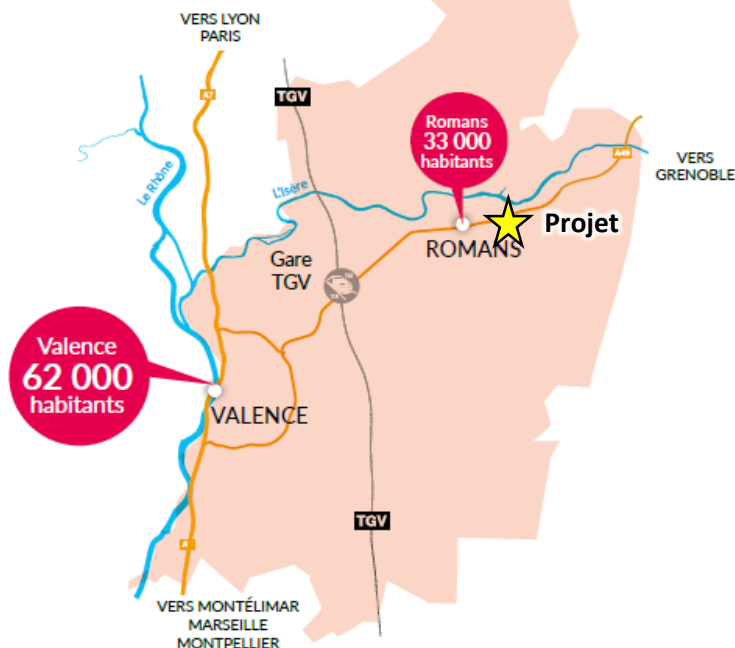
## Valence Romans Agglo –

Le projet d'extension du Pôle de Stockage-Énergie (PSE) se trouve sur le territoire communal de **Chatuzange-le-Goubet**, située au cœur de la **Drôme** (26) et au sud de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

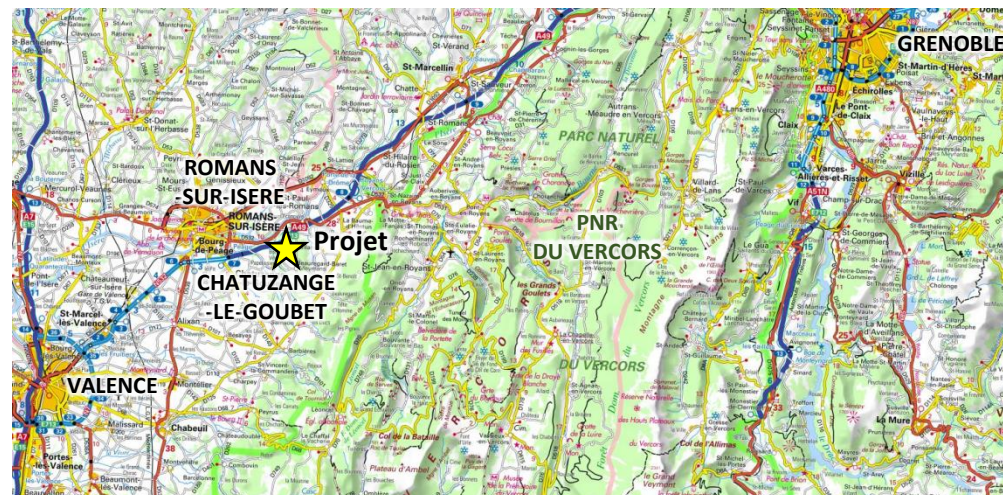
Chatuzange-le-Goubet appartient au territoire de **Valence Romans Agglo**.

### Chiffres clés :

54 communes  
216 000 habitants  
940km<sup>2</sup>



## LOCALISATION DU PROJET



Source : Géoportail



# Description du projet

## Le Pôle de Stockage-Énergie de Chatuzange-le-Goubet –

Le Pôle de Stockage-Énergie (PSE) est implanté sur la commune de Chatuzange-le-Goubet depuis 1976. Classé en ICPE, il s'étend sur **40ha** et permet de valoriser **180000t/an de déchets ménagers et assimilés** du territoire, répondant ainsi à des **besoins locaux** (Auvergne-Rhône-Alpes).

Les déchets qui arrivent au PSE ne peuvent plus être recyclés (dits déchets ultimes). Ils sont stockés et compactés dans des casiers étanches. Lorsque les casiers sont comblés, ils sont refermés et recouvert par la terre de découverte, conformément à l'arrêté préfectoral. Le biogaz produits par les déchets est ainsi être récupéré, permettant de produire **30 000MWh/an d'énergie** soit l'équivalent de **la consommation électrique de 9 000 foyers**. Ainsi, le PSE permet de transformer les déchets du territoire en énergie verte et locale.

### PLAN DU PROJET



Source : Géoportail

### REPRESENTATION DES CASIERS

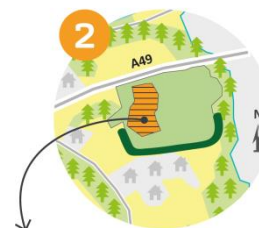


Source : ONYX ARA

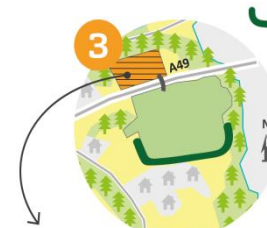
Le projet d'extension est découpé en 3 phases distinctes :



**Phase 1 :** le casier H actuellement en exploitation est rehaussé pour une durée de 2 ans. Le talus paysager est étendu à l'ouest.



**Phase 2 :** un casier est créé dans l'emprise actuelle du site, le casier I pour une durée d'exploitation de 10 ans.



**Phase 3 :** un nouveau casier est créé au nord, de l'autre côté de l'A49 pour une durée de 9 ans. Il est accessible par un pont qui enjambe l'autoroute.

➡ La présente étude porte sur l'emprise de cette 3<sup>ème</sup> phase.

### CHRONOLOGIE D'EXPLOITATION DE LA PHASE 3





# Fiche d'identité du projet

## Caractéristiques techniques –

Thème	Données
Objet du projet	La présente étude porte sur la phase 3 du projet d'extension du PSE de Chatuzange-le-Goubet qui correspond à la création d'un nouveau casier (casier J) de stockage des déchets au nord du site actuel, de l'autre côté de l'A49.
Surface	Surface totale de 60ha dont 11,56ha pour la zone du projet au nord de l'autoroute.
Exploitation du site	Tonnage annuel moyen égal à 140 000 tonnes/an et une durée d'exploitation d'au minimum 9 ans à partir de 2034.
Portage	<b>ONYX Auvergne Rhône Alpes</b>
Maîtrise foncière	ONYX Auvergne Rhône Alpes est propriétaire de l'ensemble des terrains
Historique et raisons du projet	Le PSE est présent depuis 1976 sur la commune de Chatuzange-le-Goubet. La société ONYX ARA exploite le PSE depuis 1989

## PLAN DU PROJET



# Intégration et compatibilité du projet

## Schémas directeurs et documents d'urbanisme –

### Le SCoT du Grand Rovaltain

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Rovaltain est en vigueur depuis le 17 janvier 2017. La Surface Agricole Utile (SAU) représente **43% du territoire pour 2 596 exploitations agricoles**. Il intègre un volet agricole dont les orientations stratégiques sont :

- **Préserver les espaces agricoles** par le maintien et le développement d'une agriculture d'excellence
- **Diviser par 2 la consommation de terres agricoles**, naturelles et forestières.

#### Chiffres clés :

110 communes  
3 EPCI  
306 600 habitants  
1 642km<sup>2</sup>

**GRAND ROVALTAIN**

Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale  
du Grand Rovaltain - Drôme-Ardèche

CA Hermitage Tournonais -  
Herbasse et Pays de St-Felicien

Toumon-sur-Rhône

Romans-sur-Isère

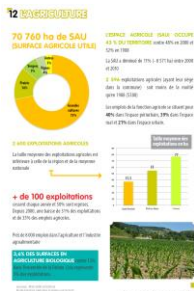
**Projet**

Valence

CC Rhône Crussol

CA Valence Romans Agglo

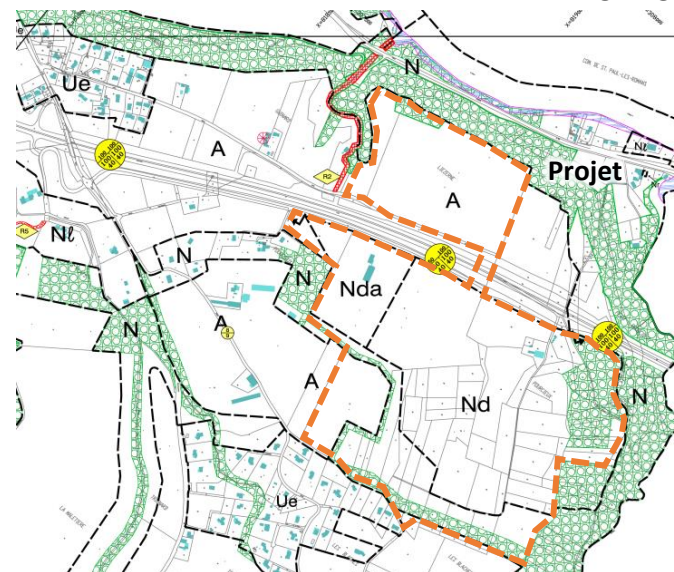
Source : SCoT du Grand Rovaltain



### Le PLU de Chatuzange-le-Goubet

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Chatuzange-le-Goubet a été adopté en 2012. Les terrains du projet du côté sud de l'A49 sont classés en secteurs **Nd et Nda** liés aux activités d'enfouissement des ordures ménagères et **en zone A (agricole)** du côté nord sur les terrains concernés par l'extension. Cette extension nécessite donc une **mise en compatibilité** qui a été lancée le 27 février 2019. **L'enquête publique** a eu lieu du 17/06/19 au 18/07/19 avec une réponse attendue pour 09/19. **L'autorité environnementale n'a pas émis d'avis.**

#### EXTRAIT DU PLU



Source : PLU de Chatuzange-le-Goubet

Le SCoT du Grand Rovaltain intègre des orientations stratégiques visant à préserver les espaces agricoles.

Le projet d'extension du Pôle de Stockage-Energie est en cours de mise en compatibilité avec le PLU de Chatuzange-le-Goubet.

# Volonté locale de préserver l'espace agricole

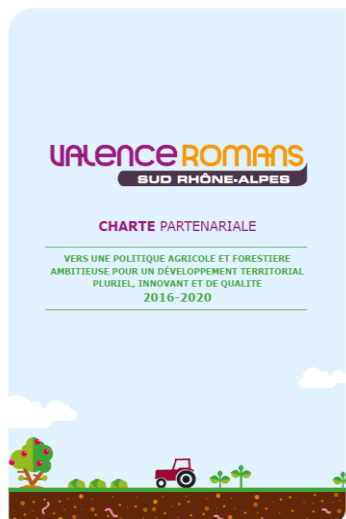
## Actions mises en place par Valence Romans Agglo –

### La Stratégie de DAF de Valence Romans Agglo

Porteuse d'une ambition forte, Valence Romans Agglo a adopté **une stratégie de Développement Agricole et Forestier (DAF)** co-construite avec les acteurs locaux. Les 3 ambitions majeures sont :

- Renforcer la place de l'activité agricole dans le développement local et l'économie de proximité
- Renforcer la qualité et l'autonomie alimentaire du territoire
- Renforcer la protection de la ressource en eau et favoriser l'innovation en faveur de la qualité environnementale.

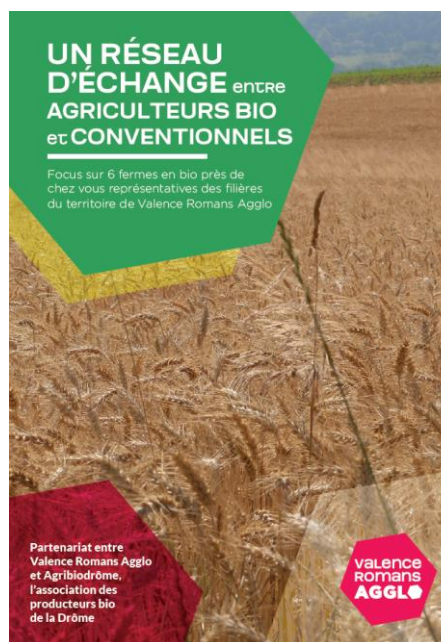
Une **charte DAF multipartenariale 2016-2020** a été signée afin d'acter une vision commune et de partenariats solides avec les acteurs du monde agricole et un plan d'actions conséquent a été mis en place. Dans ce cadre, une des ambitions est spécifiquement dédiée à la **stratégie alimentaire territoriale**, visant à répondre, entre autres, aux enjeux de l'économie locale, la qualité des produits et la santé, la préservation des ressources et des terres.



### Autres initiales de la collectivité

D'autres actions sont mises en place de façon concrète par Valence Romans Agglo dans le but de favoriser le développement d'une agriculture durable et vertueuse telles que le **Rovaltain, pôle d'excellence et d'innovation** qui favorise l'économie verte et l'environnement ou encore le dynamique **lycée agricole de Valence Le Valentin**.

### DES ACTIONS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE DU TERRITOIRE



Valence Romans Agglo est une collectivité qui porte une volonté forte de préservation de l'espace agricole et souhaite impulser une dynamique vertueuse pour l'économie agricole du territoire, à travers la charte de Développement Agricole et Forestier, sa stratégie alimentaire de territoire ainsi que son diagnostic agricole et agro-alimentaire pour la candidature au TIGA.



# Activité agricole concernée par le projet

## Exploitation agricole –

Une seule exploitation agricole est concernée par le projet d'extension du PSE. Il s'agit de la **SCEA de M. André THOMAS** d'une **SAU de 85ha** orientée en **céréales et veaux de boucherie**.

L'exploitation est très **morcelée** (les parcelles les plus éloignées du siège sont à 11-12km). Ce morcellement est dû à différents projets ayant impacté le parcellaire de la SCEA au cours du temps : la zone industrielle dans la continuité de Bourg Péage, la construction de l'autoroute et enfin la zone d'apport du Vercors. Le foncier est cher et difficile à trouver dans la Région.

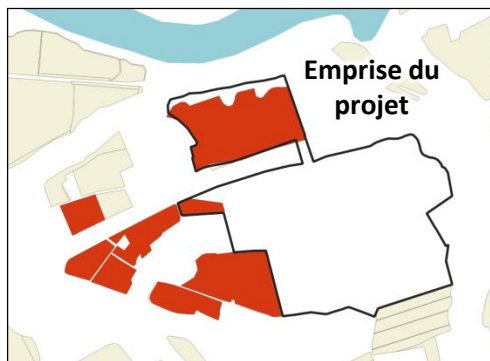
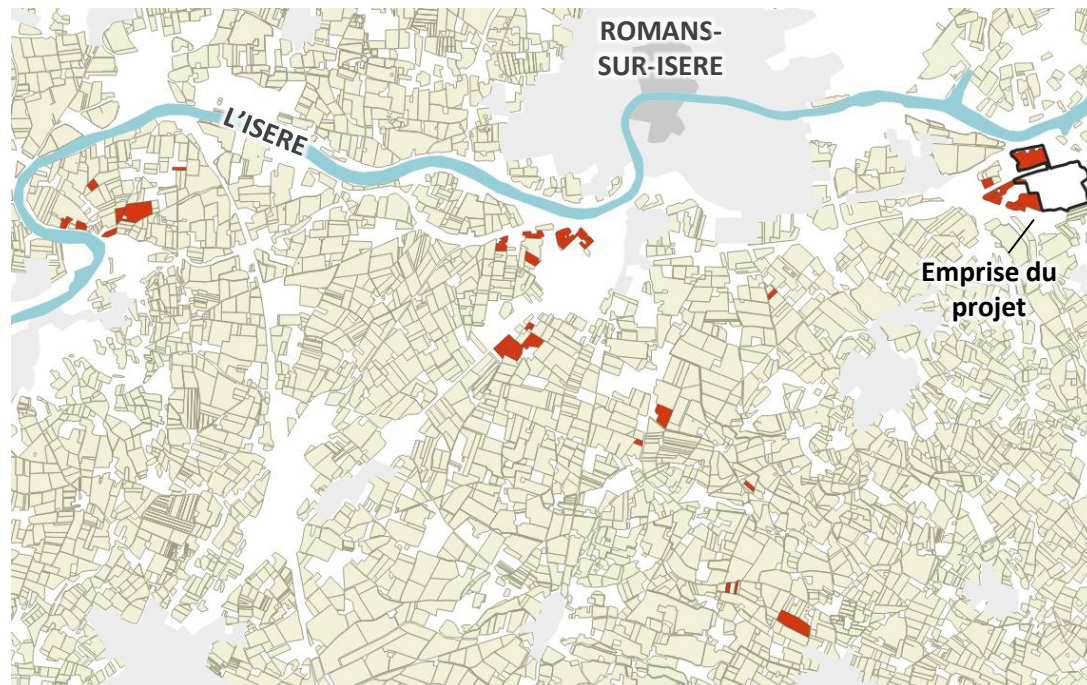
La moitié des surfaces de l'exploitation (environ 40ha) est irriguée grâce à l'eau pompée dans le canal de la Bourne.

M. THOMAS prévoit de prendre sa retraite dans quelques années.



© CETIAC 2019

## EXPLOITATION AGRICOLE CONCERNÉE PAR LE PROJET



- SCEA THOMAS - 85ha
- Parcelles non concernées
- Tissu urbain

Source : RPG 2014, CLC2018



# Activité agricole concernée par le projet

## Productions agricoles –

M. THOMAS possède deux ateliers sur son exploitation\* :

- **La partie production céréalières** sur 85ha : blé (moyenne de 65qx/ha), maïs (115qx/ha), colza, tournesol, orge et sorgho. Les céréales sont collectées par la **coopérative locale Drômoise de Céréales (CDC)** sous contrat.
- **La partie élevage** représente **300 veaux de boucherie** (toutes races) en intégration chez **Devron Frères** (il élève les veaux et Devron Frères lui fournit les aliments et médicaments). Ils sont abattus à 135-155 jours selon le marché. L'entreprise possède une Chartre carrefour élevés et abattus en Rhône Alpes.



Le projet concerne **11,22ha de surfaces agricoles**. D'après le Registre Parcellaire Graphique (télédéclaration PAC), en 2017 l'emprise du projet est valorisée par du colza irrigué sur 8,7ha et une jachère sur 2,5ha.

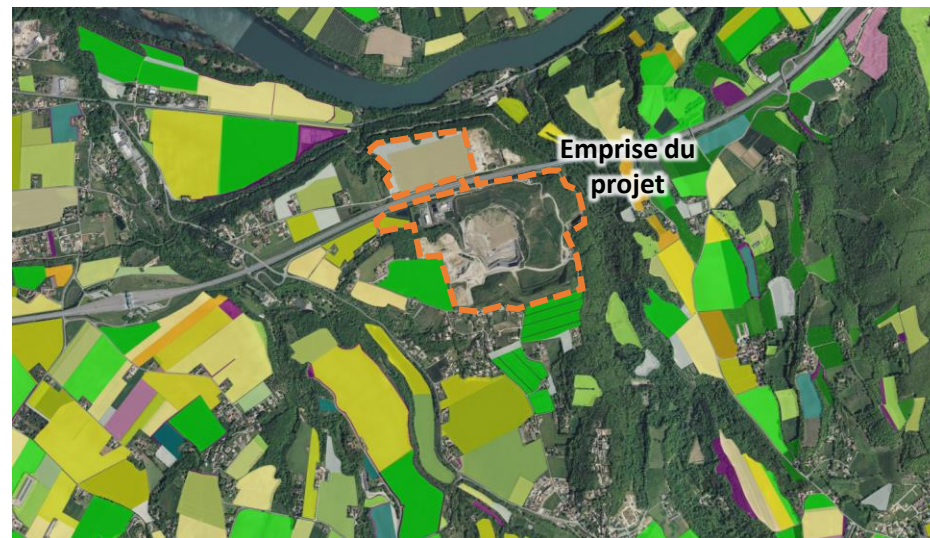
## VUE SUR LES PARCELLES AGRICOLES



© CETIAC 2019

L'étude préalable agricole analysera l'état initial de l'économie agricole, les effets positifs et négatifs du projet d'extension ainsi que les mesures mises en place pour Eviter, Réduire ou Compenser les effets négatifs.

## EXPLOITATIONS AGRICOLES SUR L'EMPRISE DU PROJET

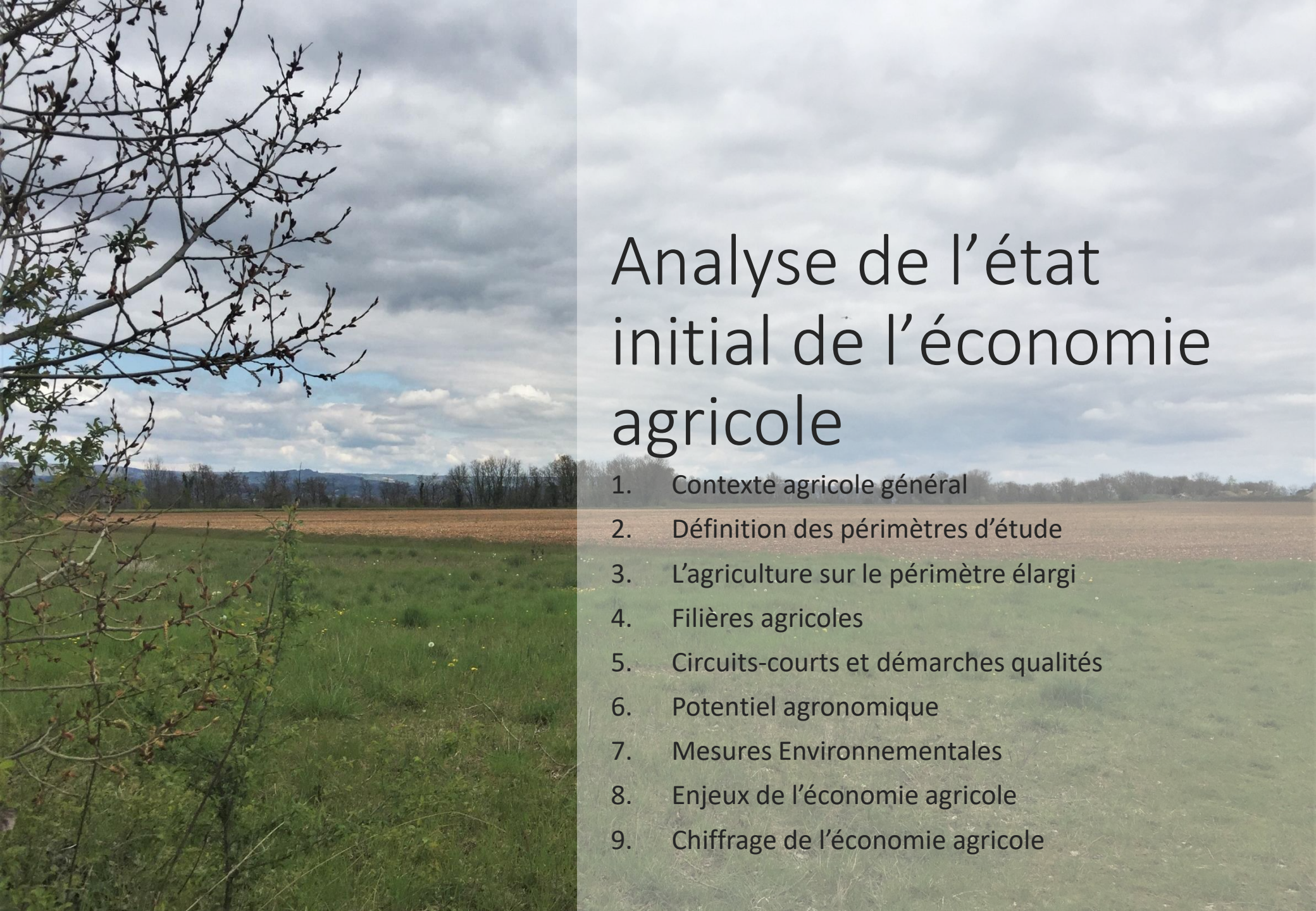


Source : RPG 2017



- Blé tendre
- Maïs grain et ensilage
- Orge
- Autres céréales
- Colza
- Tournesol
- Autres oléagineux
- Protéagineux
- Surface gelée
- Légumineuses à grains
- Fourrage
- Estives Landes
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires
- Vergers
- Vignes
- Fruits à coque
- Autres cultures
- Légumes-Fleurs
- Divers





# Analyse de l'état initial de l'économie agricole

1. Contexte agricole général
2. Définition des périmètres d'étude
3. L'agriculture sur le périmètre élargi
4. Filières agricoles
5. Circuits-courts et démarches qualités
6. Potentiel agronomique
7. Mesures Environnementales
8. Enjeux de l'économie agricole
9. Chiffrage de l'économie agricole



# Contexte agricole général

## Le département de la Drôme –

La Drôme est le **1<sup>er</sup> département bio de France** et **1<sup>er</sup> département agricole de Rhône-Alpes**. Le département compte **6 395 exploitations** pour plus de **200 000ha de SAU**.

Les cultures sont très diversifiées. Ainsi, la Drôme est leader en Rhône-Alpes, pour la **production de fruits à noyau** (1<sup>er</sup> département français producteur d'abricots), de **légumes cultivés pour le fruit** (courgettes, melons, potirons, tomates), d'asperges, d'ail, d'oignons, de truffes, de vins blancs, de protéagineux et de plantes aromatiques, médicinales et à parfum (PPAM) dont particulièrement la **lavande**.

L'élevage est représenté en majorité par les caprins, les volailles de chair et les œufs de consommation.

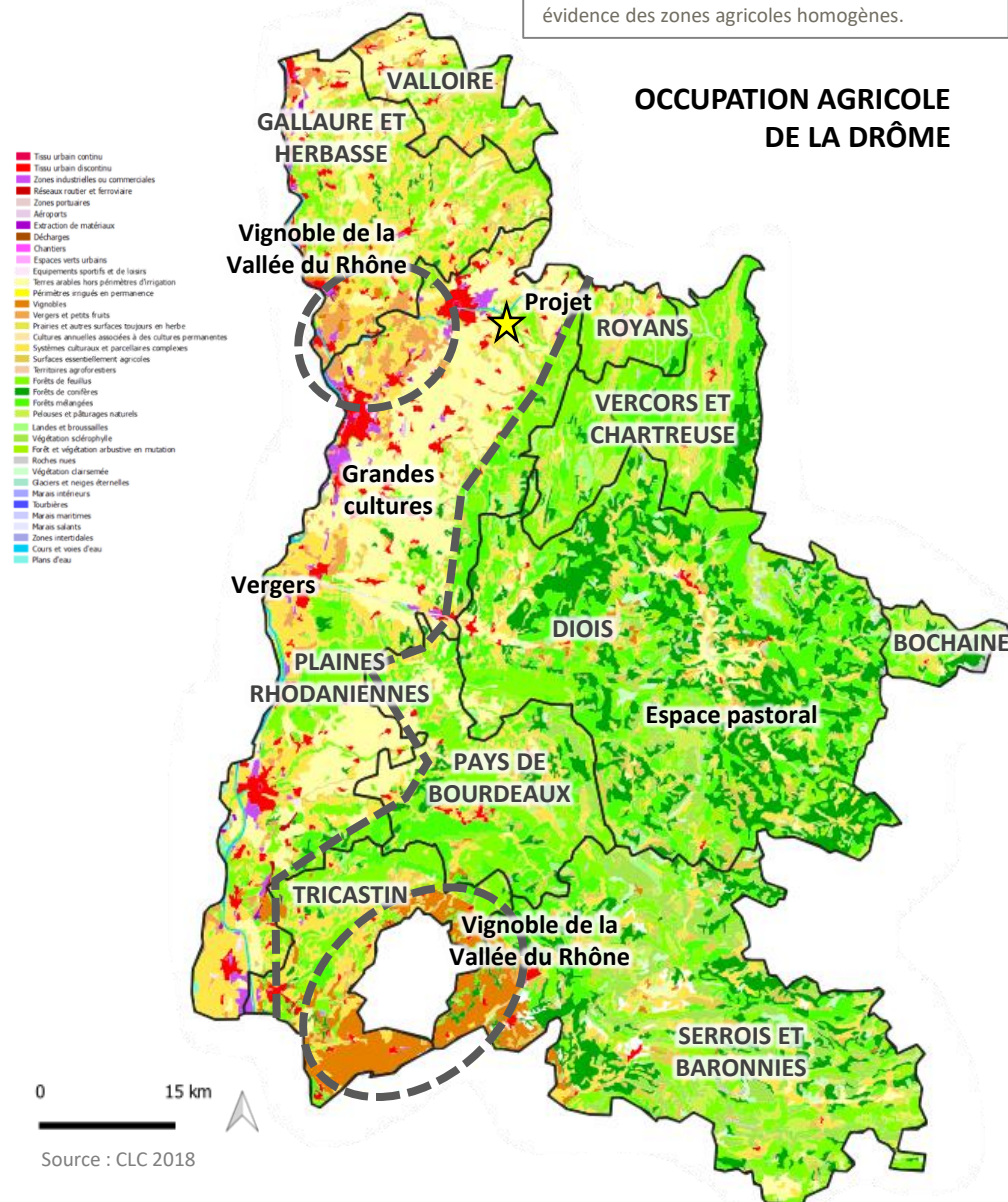
Cette diversité est représentée à travers les nombreuses petites régions agricoles du département :

- À l'ouest, les **Plaines Rhodaniennes et Gallaure et Herbasse** sont valorisées par les grandes cultures, les vergers et le vignoble de la Vallée du Rhône,
- Au centre-est, 4 petites régions agricoles sont valorisées par l'**élevage pastoral** au sein du parc naturel régional du Vercors et de la Chartreuse,
- Au sud, le **Tricastin** est valorisé par le vignoble de la Vallée du Rhône et la culture de Lavande.

L'agriculture Drômoise est puissante et particulièrement diversifiée, misant sur les productions à haute valeur ajoutée. Ainsi, l'espace agricole se partage entre les céréales, la vigne, les vergers, les cultures légumières, les PPAM et l'espace pastoral du massif du Vercors. De nombreux signes de qualité (viticole, fruitier, fromagers) sont présents dans le département, permettant de valoriser d'avantage les productions.

Le projet appartient à la petite région agricole des **Plaines Rhodaniennes**, valorisée par les céréales, les vergers et l'élevage de volailles.

**RAPPEL :** Les régions agricoles et petites régions agricoles ont été définies (en 1946) pour mettre en évidence des zones agricoles homogènes.



# Définition des périmètres d'étude

## Les plaines Rhodaniennes –

Le périmètre d'analyse pour l'étude préalable agricole doit être défini de façon à permettre une compréhension du fonctionnement de l'économie agricole locale. Il peut donc prendre en compte l'occupation des sols, les caractéristiques pédologiques, le fonctionnement des exploitations, et le fonctionnement des filières.

Le contexte général du territoire est d'abord appréhendé à partir des petites régions agricoles : ici la **petite région agricole des Plaines Rhodaniennes**.

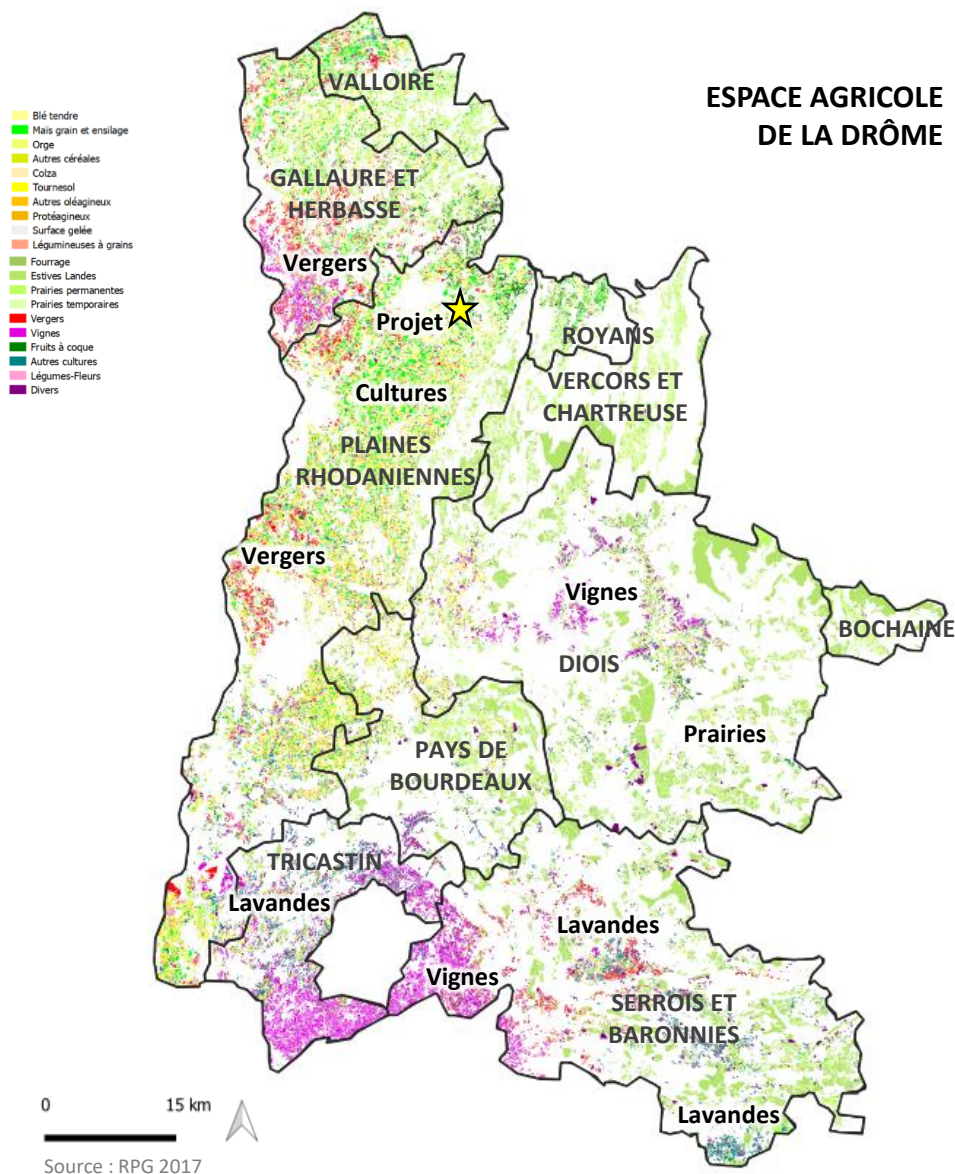
Le projet prend place dans un espace agricole valorisé par les grandes cultures avec une présence notable de vergers (dont noyers). Au cœur de la petite région agricole des Plaines Rhodaniennes, le projet se place dans un secteur représentatif du contexte agricole du territoire.

Administrativement, le projet appartient à Valence Romans Agglo.

### DECOUPAGES ADMINISTRATIFS



Etat initial de l'économie agricole







# Définition des périmètres d'étude

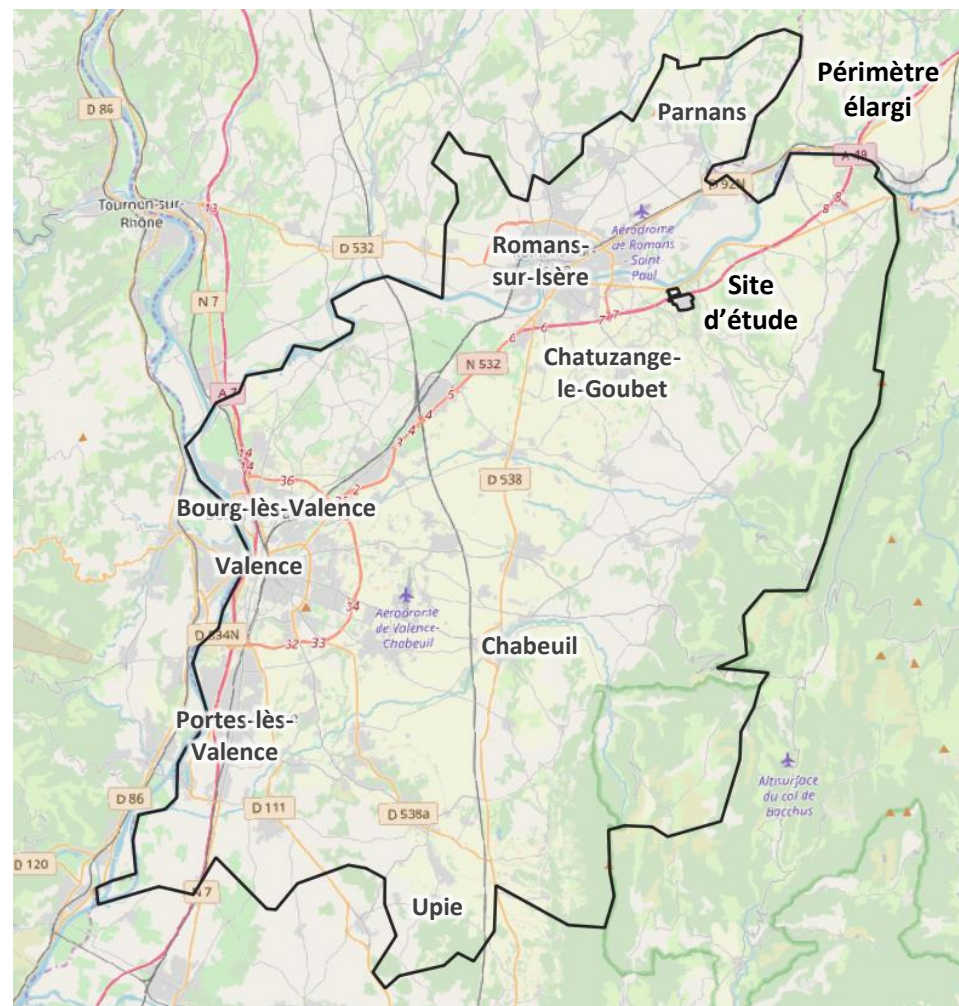
## Périmètre élargi et Site d'étude –

Au regard des caractéristiques locales, agricoles et administratives, le périmètre élargi retenu est celui représentant le caractère particulier du secteur. Ce périmètre permet de cibler l'analyse sur les enjeux des espaces agricoles de la communauté de communes appartenant à la petite région agricole.

Périmètre d'étude élargi	Site d'étude
Correspond à la <b>partie nord de la petite région agricole des Plaines Rhodaniennes</b> . → cohérence agricole et administrative	Correspond à l' <b>emprise du projet</b> → agriculture directement concernée par le projet
Regroupe <b>40 des 56 communes de Valence Romans Agglo</b>	
Documents disponibles : → <b>SCoT du Grand Rovaltain</b>	Documents disponibles : → <b>PLU de Chatuzange-le-Goubet</b>
Surface : 748 km <sup>2</sup> 	Surface : 60 ha dont 11,22ha d'espaces agricoles 

C'est sur le périmètre élargi que sera analysé l'état initial de l'économie agricole. Les périmètres d'approvisionnement des filières (voir après) sont considérés comme un périmètre trop large, à une échelle départementale voire régionale, pour pouvoir considérer les effets sur l'économie agricole locale.

## PERIMETRES D'ETUDE CHOISIS



0 8 km  
Source : OSM Standard



# L'agriculture sur le périmètre élargi

## Chiffres-clés de l'agriculture –

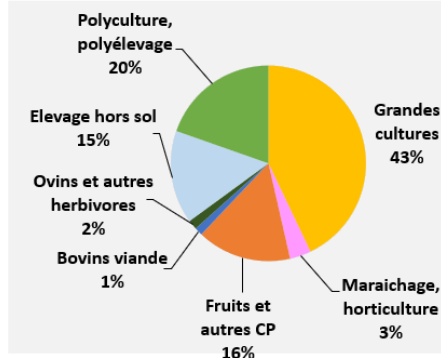
D'après le Registre Parcellaire Graphique (dit RPG) issu des déclarations PAC (Politique Agricole Commune) de 2017, la SAU représente une surface de **38 112ha, soit 51% du territoire, pour 1 028 exploitations agricoles**.

**Les productions sont diversifiées.** Les céréales occupent 68% des assolements mais seulement 43% des exploitations en sont spécialisées.

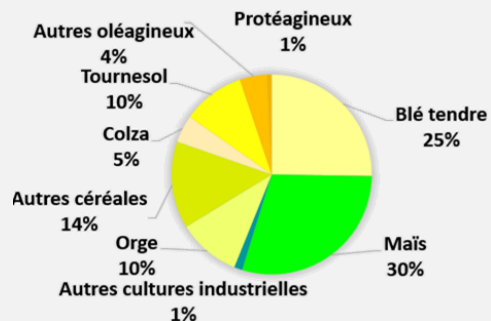
L'**élevage** (bovins viande, chèvres, brebis viande et poulets de chair) et les **vergers** viennent diversifier les productions. Des SIQO sont présents notamment St-Marcellin (IGP), St-Félicien (LR) et le Picodon (AOC).

Le territoire bénéficie d'un **réseau d'irrigation** performant mais soumis à des enjeux majeurs (restrictions et sécheresses, sécurisation, qualité de l'eau ...).

### Spécialisation des exploitations



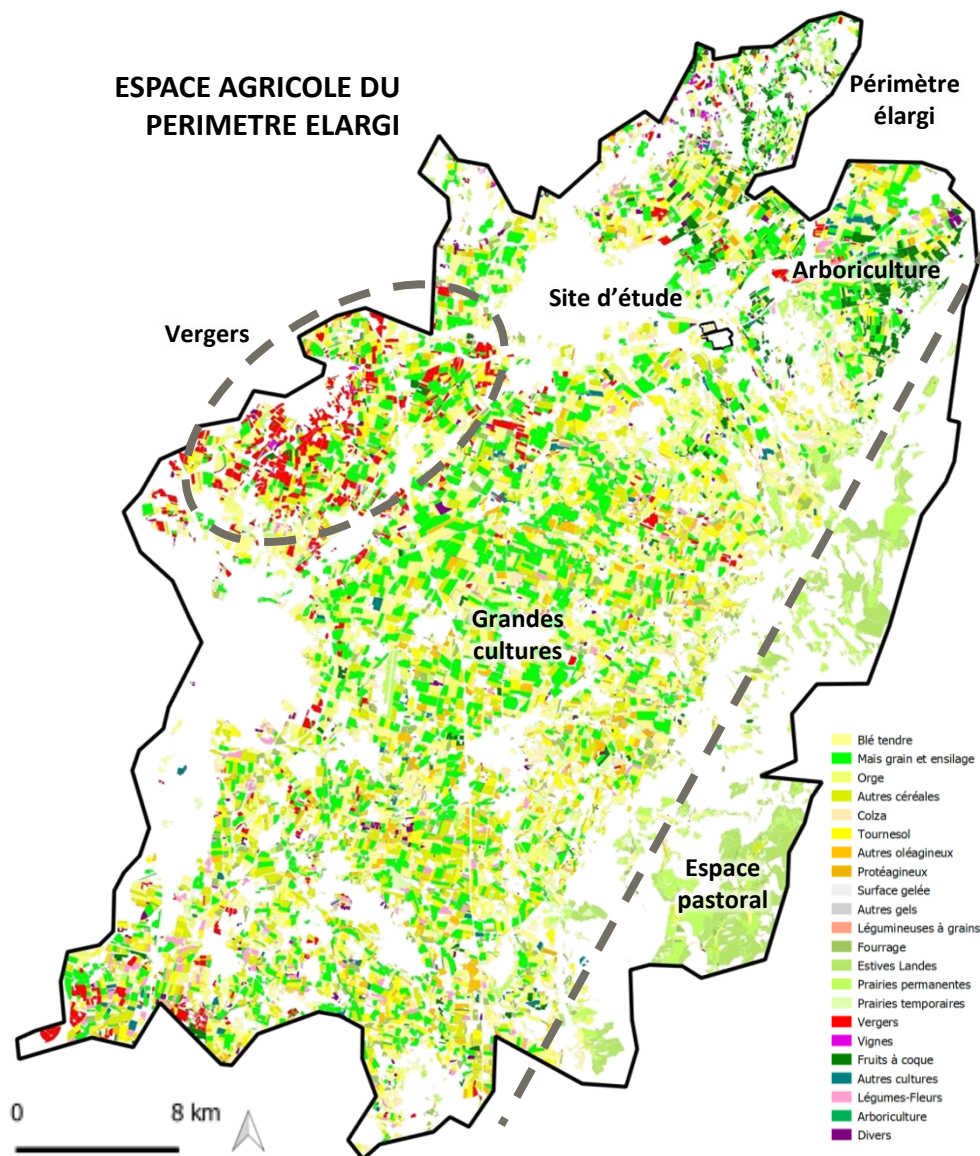
### Productions céréalières



Sources : RPG 2017 et RGA 2010

L'agriculture du périmètre élargi dispose d'un maillage agricole dense avec des filières diversifiées, à l'image de l'agriculture drômoise. Les filières sont structurées et puissantes, tournées vers l'export bien que de nombreuses productions sont valorisées par les circuits-courts (maraîchage).

### ESPACE AGRICOLE DU PERIMETRE ELARGI



# Filières agricoles

## Les céréales –

Les céréales et oléoprotéagineux (COP) représentent près des **2/3 du territoire de Valence Romans Agglo**, soit environ **1 200 exploitations**. Les cultures principales sont le maïs, blé, tournesol, orge et soja.

Les céréales du périmètre élargi sont stockées et collectées par différents organismes dont :

- **La Coopérative Drômoise de Céréales (CDC)** qui est le collecteur majoritaire : 2 500 adhérents pour 295 000t/an collectées dont 5% en agriculture biologique. La coopérative réalise un CA d'environ 60M€. Environ 40% des volumes collectés sont triturés sur place (Fabricants d'Aliments pour Bétail) pour les exploitations d'élevage Drômoises (volailles, bovins) de **ValSoleil** (CA de 88M€)
- **Valence Céréales** pour un CA d'environ 5M€
- L'union de coopérative **Top Semences** collecte les semences du territoire (via la Drômoise de Céréales ou Valsoleil)



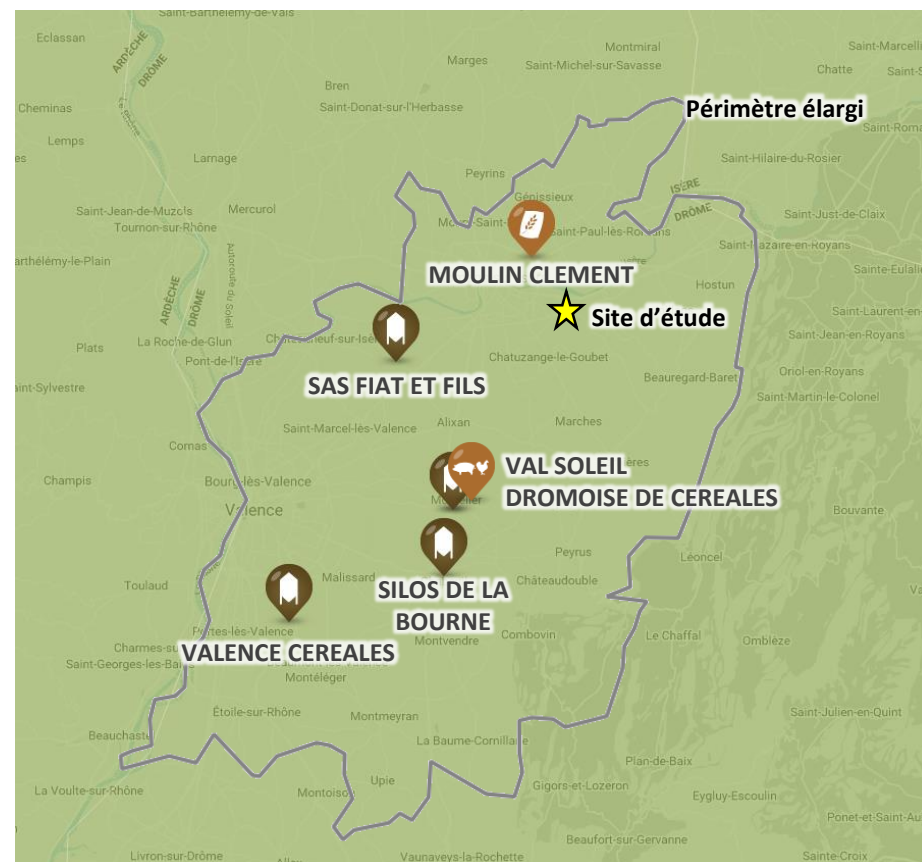
La grande majorité de la production part **vers l'export** tandis qu'une fraction plus minoritaire est dédiée à la **meunerie régionale**.

Le réseau de collecte et de stockage est puissant et structuré sur le périmètre élargi. La majorité de la production est destinée à l'export. Cependant, la conjoncture économique est peu favorable ces dernières années (aléas climatiques, concurrence des pays de la Mer Noire...). De plus, les productions étant dépendantes de l'irrigation, les enjeux de gestion de la ressource en eau sont soulevés. Les productions du site d'étude sont valorisées par la filière céréale et collectées par la Coopérative Drômoise de Céréales.

### LES CHIFFRES CLÉS DE LA FILIÈRE CÉRÉALES EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES :

- 3,9 Mt de céréales produites
- 50 % des 62 000 exploitations agricoles consacrées aux céréales
- 1,6 Mt de maïs « grain et semence »
- 3<sup>ème</sup> région productrice de maïs « grain et semence »
- 1,4 Mt de blé tendre
- 3<sup>ème</sup> région française pour la fabrication d'aliments pour les animaux

### ORGANISATION DE LA FILIERE



Organisme  
collecteur



Moulins



Fabricants  
d'aliments

Source : Passion Céréales



# Filières agricoles

## Les productions fruitières et légumières –

### Les légumes

La production légumière est dispersée sur le périmètre élargi, mais se trouve principalement implantée sur **les zones irriguées**. Elle est souvent liée à un atelier de production de grandes cultures. Le nord du périmètre est plutôt valorisé par les légumes frais tandis que le sud est plutôt valorisé par les légumes à destination de l'industrie.

2 débouchés sont possibles en fonction du secteur :

- Au nord dans la plaine de Valence, **les légumes frais de saison sont valorisés en vente directe** (marché à la ferme, magasins de producteurs, restauration collective) **et vente à des grossistes** (Chateaurenard, grossistes locaux ; coopérative légumière à St-Donat-sur-l'Herbasse)
- Au sud, **les exploitations plus spécialisées pratiquent la vente en circuits longs**. Par exemple, la production de courge est destinée en grande partie à l'entreprise Liebig en Belgique.



**ValSoleil** collecte une grande partie des légumes (tomates, asperges, poivrons, poireaux).

Des exploitations type maraîchage sur de plus petites surfaces (1 à 4ha) sont également présentes et réparties sur tout le territoire. Le débouché principal est la vente directe (marchés, panier...).



### Les fruits

La production de fruits est emblématique de la Vallée du Rhône. La Drôme est le premier département producteur d'abricot au niveau national.

4 opérateurs économiques sont principalement implantés sur le périmètre élargi :

- **Rhodacoop** : 500 coopérateurs en Drôme Ardèche, 20 000t de fruits collectés dont 10 000t d'abricots provenant à plus de 50% du territoire
- **Valsoleil** : coopérative collectant 3 000t d'abricots et 1 500t de noix (station de conditionnement à Saint Donat sur l'Herbasse)
- **GIE les Vergers de l'Hermitage** : 85 producteurs, centre de conditionnement à Tain l'Hermitage
- **Les Comptoirs Rhodaniens** : privé, conditionne et commercialise la production de plusieurs producteurs du secteur de l'Hermitage, 8 000t d'abricots collectés sur la zone



Le réseau de vente des légumes frais et légumes industriels est dynamique et structuré sur le périmètre élargi. C'est un réseau à deux vitesses, valorisant une partie de la production en circuits-courts et l'autre en exportant.

La production fruitière est quant à elle historique sur le périmètre élargi bien que des problèmes sanitaires (Sharka) et de concurrence européenne viennent déstabiliser la filière depuis les années 2000. Ainsi, le verger drômois a perdu 25% de sa surface en 10ans. Toutes les espèces sont concernées (à part le Kiwi).

Les productions du site d'étude ne sont valorisées ni par la filière fruits ni par la filière légumes.

# Filières agricoles

## Les productions animales –

### Les bovins laitiers

La majorité des élevages laitiers sont en Ardèche et dans le nord de la Drôme. Les acteurs économiques de la filière volailles sont :

- **Collecteurs** : ORLAC (SODIAAL, à Vienne), La fromagerie Alpine (Romans),
- **Principales productions** : St-Marcellin (7 laiteries, dont la Fromagerie Alpine) puis St-Félicien, lait, produit frais et vente hors zone
- Le St-Marcellin représente près de **50% du débouché** des laiteries

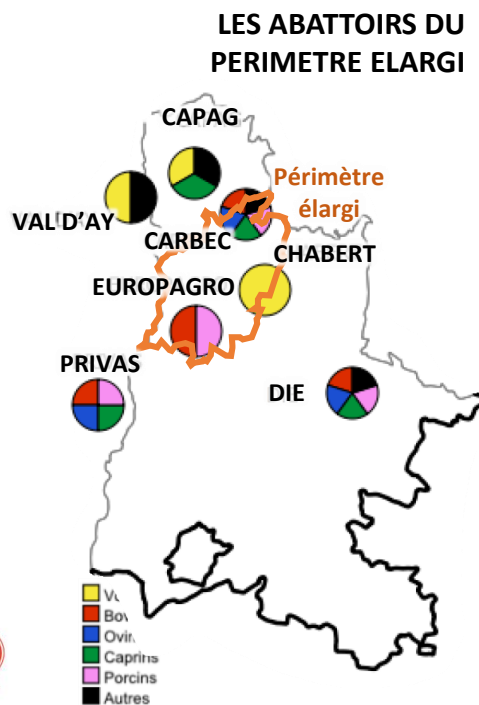
### Les bovins allaitants

La zone de production est centrée sur la plaine de Valence-Chabeuil. Plusieurs types d'acteurs se partagent le marché :

- Environ 40% de la collecte par **Dauphidrom** (du groupe SICAREV) dont près de 60% envoyés en maigre pour engraissement (Ita)
- 15% en **vente directe** : **abattage** à Romans ou Grenoble. L'abattoir de Romans est un abattoir privé (capacité 3 000t), agréé agriculture biologique. Ateliers de découpe à Chabeuil et à St-Michel-sur-Savasse.



- Filières qualités :



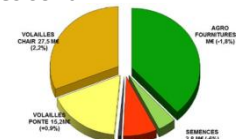
Source : Chambre d'agriculture AURA

### Les volailles

Les élevages de volailles de chair et poules pondeuses sont très présents sur le périmètre élargi. Les acteurs économiques de la filière volailles sont :



- **Valsoleil** (180 éleveurs) : abattoirs Bernard Royal Dauphiné à Grâne, Capag à Châteauneuf de Galaure pour les poulets AB et label, usine d'aliment à Crest (UCAB), pour un **CA de 88M€**



- **Duc** (privé) : (60 éleveurs) abattoir vers Alès (30), usine d'aliment à Montmeyran, couvoir à Crest (en partenariat avec Valsoleil),
- **Plusieurs centres de conditionnement pour les œufs** au niveau régional (30 en Rhône-Alpes), Cocorette est présent à Upie

### Les caprins

La production se concentre sur Dieulefit et la vallée de la Drôme. Le débouché se fait à 100% dans le fromage dont **50 à 60% en AOC Picodon** (100% lait cru depuis 2017). Les acteurs économiques de la filière caprins sont :



- **Valcrest**, racheté en 2014 par Eurial : environ 17Ml lait de chèvre collectés. 3 usines de production, dont une en Drôme à Crest.
- **Triballat** : Fromagerie de la Drôme à Aoust
- **Fromagerie Alpine** à Romans
- **4 affineurs en Picodon** (achat en blanc) dont Distral à Valence



Les productions animales sont diversifiées et structurées sur le périmètre élargi. La majorité des productions est valorisée en circuit long à l'export (bovin viande, volailles), à l'inverse les AOC fromagères (Picodon et St-Marcellin) permettent une valorisation plus locale du lait de chèvre et de vache.

Les productions du site d'étude ne sont pas valorisées par une filière d'élevage. L'exploitant concernée par l'emprise du projet possède un atelier de veaux de boucherie en intégration.



# Circuits-courts et Démarches qualités

## Valorisation locale des productions agricoles –

### L'agriculture biologique :

La Drôme est le 1<sup>er</sup> département bio de France avec **17%** de ses surfaces conduites en agriculture biologique (moyenne nationale de 7,5%) soit **43 000ha** exploités par **1 100 exploitations** certifiées bio ou en conversion.

A l'image de l'agriculture conventionnelle, l'assolement en agriculture biologique est majoritaire en **grandes cultures**. En élevage, l'agriculture biologique est particulièrement développée au sein des élevages de volailles (poulet de chair et poules pondeuses).



### Les circuits-courts :

Des actions sont mises en place sur le territoire de Valence Romans Agglo pour développer les circuits-courts :

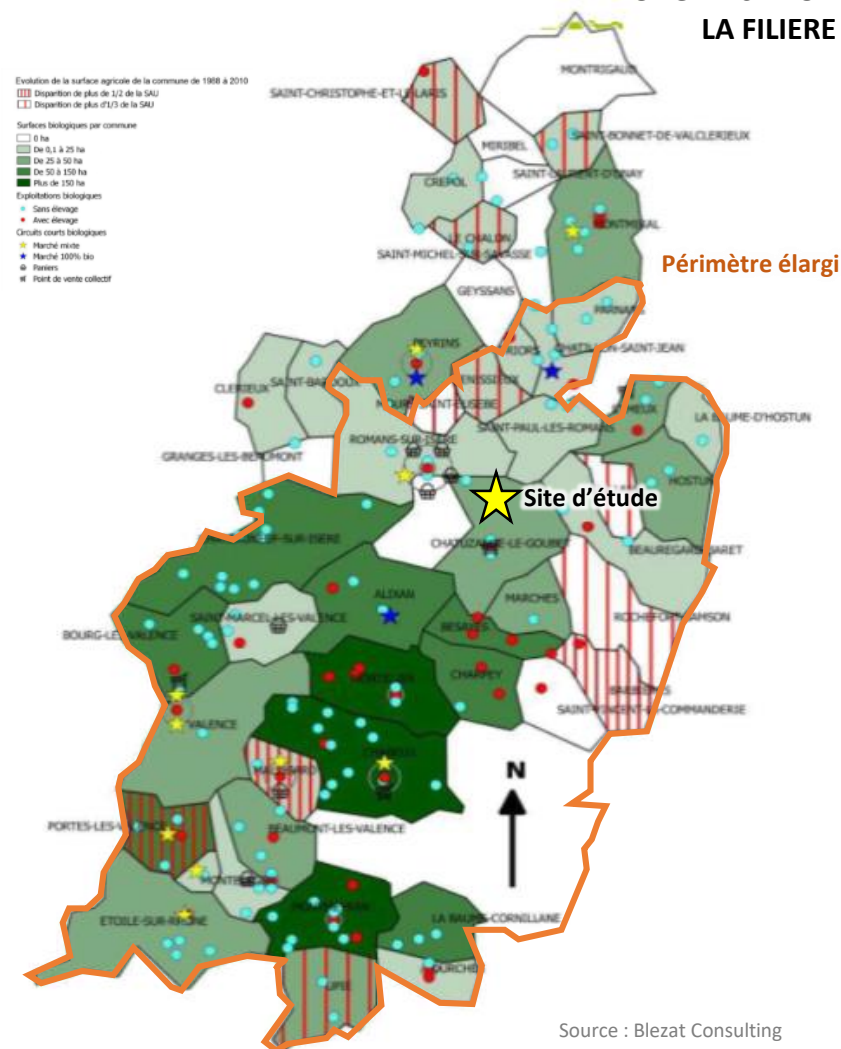
- **Mise en place d'un guide web des producteurs locaux** : point de vente directe, points de vente collectifs, distribution de paniers et les marchés sont recensés sur la plateforme Internet
- A la demande des consommateurs et des producteurs, et en étroite collaboration avec les communes, **distribution d'un kit de communication aux exposants des marchés vendant les produits locaux**, qu'ils soient producteurs, commerçants ou artisans (affiches, pastilles couleurs, cabas promotionnels...) avec une **charte d'engagement pérenne**.

Sur le périmètre élargi, **20%** des exploitations ont une activité de vente en circuits-courts.

La forte production en légumes frais et fruits du périmètre élargi permet d'alimenter le réseau de vente en circuits courts. Le deux bassins de consommation de Valence et Romans-sur-Isère sont un atout pour le territoire. Le périmètre élargi appartient à un bassin de production biologique fortement structuré.

Les productions du site d'étude ne sont pas valorisées en agriculture biologique ni en circuits-courts.

### ORGANISATION DE LA FILIERE AB



Source : Blezat Consulting

# Potentiel agronomique

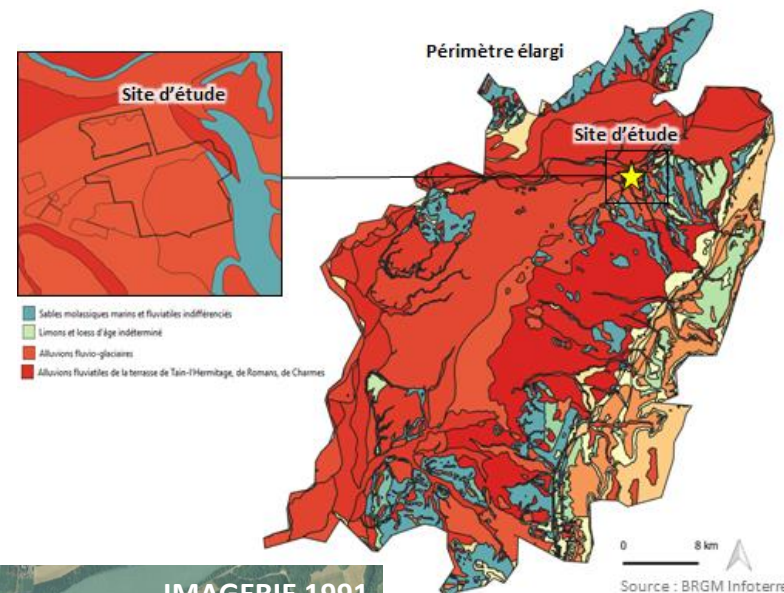
## Pédologie du site d'étude –

**Les sols originaux** : le site d'étude appartient à la petite région agricole des plaines rhodaniennes, qui possède un **fort potentiel agricole** (cultures de fruits, vignes, céréales, volailles). Ce sont de bonnes terres agricoles caractérisées par un profil **alluvionnaire**. Toutefois, les sols du site d'étude ne correspondent plus à ces profils.

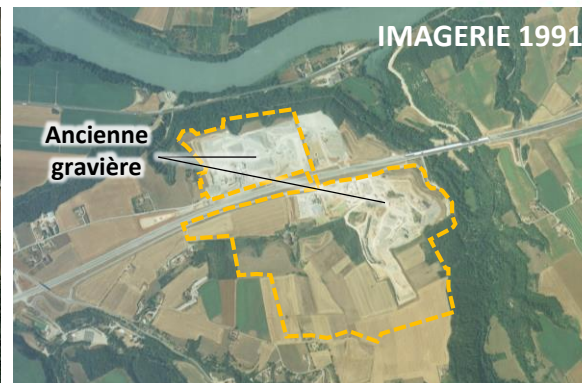
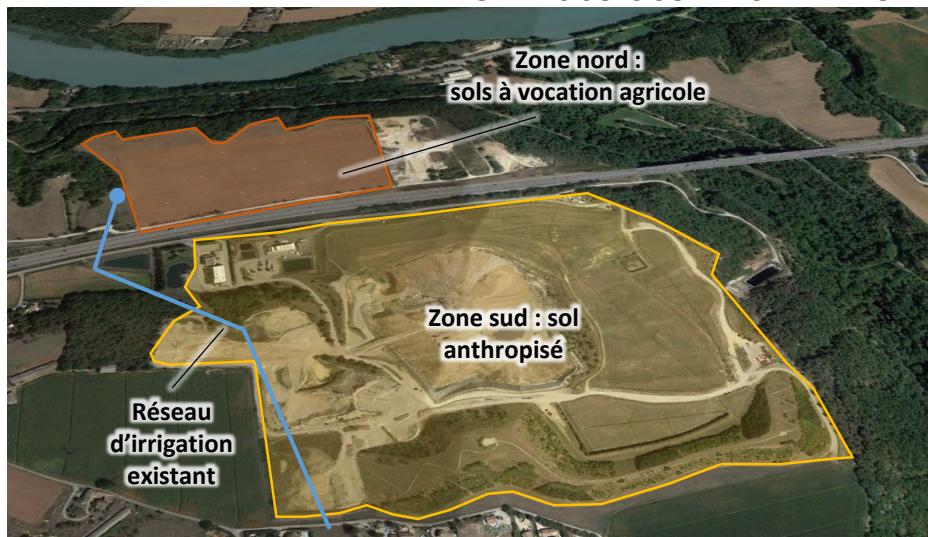
**La répartition des sols actuelle sur le site d'étude, historique des exploitations des sols :**

- **Au sud, l'exploitation des sols par le PSE** : l'activité de stockage de déchets sur la partie sud du site d'étude a nécessité l'anthropisation des sols (extraction, mise en place de casier de stockage...). Les sols originaux ont donc été déstructurés.
- **Au nord, la remise en culture** a été réalisée à partir de 1993, après l'activité de la carrière (gravière destinée à la construction de l'autoroute). Une station de traitement occupait les sols du site d'étude et **a altéré les sols originaux**. Toutefois, le potentiel agronomique, post-activité de la carrière, reste correct notamment via **l'irrigation**. En effet, le secteur bénéficie d'un réseau développé et le nord du site d'étude dispose d'une borne d'accès à ce dernier.

CARTE GEOLOGIQUE DU  
1/50 000ème



### REPARTITION DES SOLS SUR LE SITE D'ETUDE



En 1991, le site d'étude était pour partie exploité par une ancienne carrière. Les **sols originaux ont donc été exploités** (notamment la partie nord aujourd'hui valorisés par une activité agricole).

Source : imagerie historique IGN

Les parcelles ZC7 et ZC9 au nord du site d'étude ont des sols à assez bon potentiel agricole grâce au réseau d'irrigation fonctionnel et ce malgré son exploitation historique par l'ancienne carrière. La partie sud du site d'étude appartient, quant à elle, à une zone de stockage de déchets (sols modifiés et anthropisés).



# Mesures environnementales

## Compatibilité entre les mesures agricoles et environnementales –

### Mesures Environnementales concernant l'Azuré du serpolet :

Une étude d'impact environnemental a été réalisée. Pour préserver l'Azuré du serpolet, il est préconisé par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) l'absence d'intervention sur les prairies en 2019 pour laisser la prairie et plus particulièrement l'origan se densifier. Ainsi, la fauche du chemin uniquement est préconisée : 1 fauche en mars/avril, 1 fauche en octobre. Un dossier de dérogation CNPN qui englobe les surfaces en jachère pour la préservation de l'Azuré a été déposé. L'avis est favorable avec une demande d'instauration d'une **Obligation Réelle Environnementale (ORE)**.

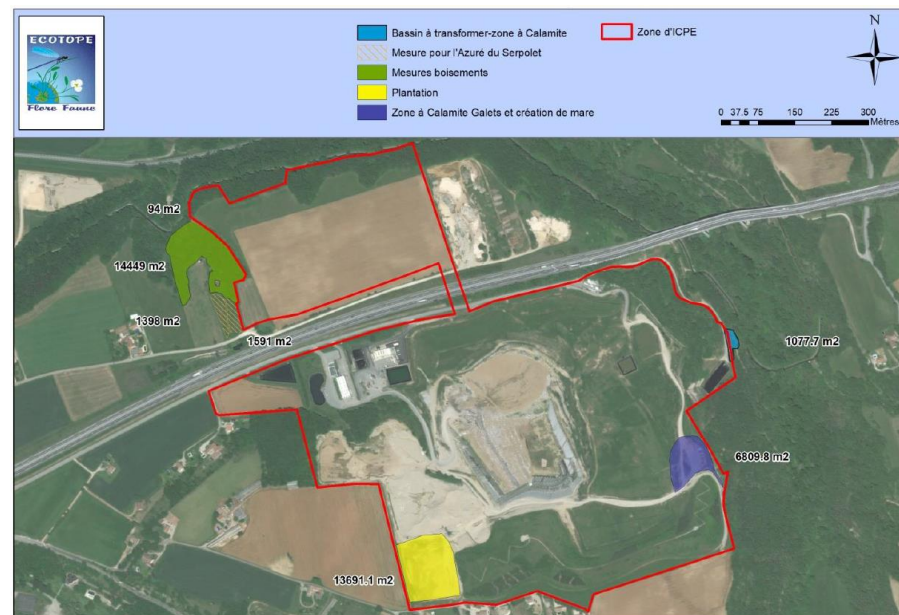
Les enjeux environnementaux ont nécessité la mise en place de mesures de compensation écologique. Cette dernière cible **1,7ha de foncier en friches en cours de reboisement**. ONYX ARA dispose de la maîtrise foncière (via la SAFER). La mesure ne concerne pas de surface agricole en activité.

### PLAN DE GESTION DES PARCELLES ZC7 et ZC9



Source : ONYX ARA

### MESURES COMPENSATOIRES ENVIRONNEMENTALES



Source : ECOTOPE

Des mesures environnementales sont préconisées sur le site d'étude, en particulier pour la préservation d'une espèce menacée de papillon, l'Azuré du serpolet. Ainsi, l'absence de fauche sur la partie en jachère est demandée à l'exploitant pour 2019 et seul le chemin pourra être fauché. De plus, les mesures environnementales sont compatibles avec les mesures agricoles, elles ne consomment pas de surfaces agricoles.

# Enjeux de l'économie agricole

## Synthèse –

Le tableau suivant répertorie les Atouts, Faiblesses, Opportunités et Menaces de l'économie agricole locale et ses grands enjeux :

Forces	Faiblesses
<p>Des filières agricoles diversifiées à haute valeur ajoutée (fruits, vignes, maraîchage)</p> <p>Des filières céréalières et légumières dynamiques et bien structurées autour des acteurs locaux de collecte et transformation</p> <p>Un réseau de circuits courts et transformation locales largement développé ainsi qu'une bonne valorisation des productions en agriculture biologique</p> <p>Un réseau d'irrigation bien développé, gage de revenu et de sécurisation des productions</p> <p>40% des céréales sont consommées sur le territoire (volailles) via des FAB</p>	<p>Une diminution lente mais constante du nombre d'exploitations, de la SAU et des actifs agricoles (pression urbaine)</p> <p>Une forte diminution des surfaces en vergers (Sharka)</p> <p>Peu d'appellation sur les fruits</p> <p>Une forte diminution du nombre d'exploitation avec une disparition des plus petites exploitations (regroupement).</p> <p>Le vieillissement des chefs d'exploitation et un volume d'installations assez faible dû à des difficultés de transmission des exploitations</p>
Opportunités	Menaces
<p>La proximité de bassins de consommation (Valence, Romans-sur-Isère) avec une demande accrue de produits de qualité de la part du consommateur</p> <p>Un projet agricole de territoire dynamique (Chartes, Orientation et soutien des dynamiques agricoles, innovation ...)</p> <p>Une volonté forte de Valence Romans Agglo de préserver et valoriser l'économie agricole du territoire</p>	<p>De forts enjeux Nitrates sur la plaine</p> <p>Une conjoncture difficile sur les fruits et des aléas difficiles à gérer (grêles et insectes)</p> <p>Des conjonctures économiques céréalières peu favorables ces dernières années et des projections pour les années à venir du même acabit (PAC 2020...)</p> <p>Des enjeux sur la qualité de l'eau et la protection des ressources</p>



# Chiffrage de l'économie agricole

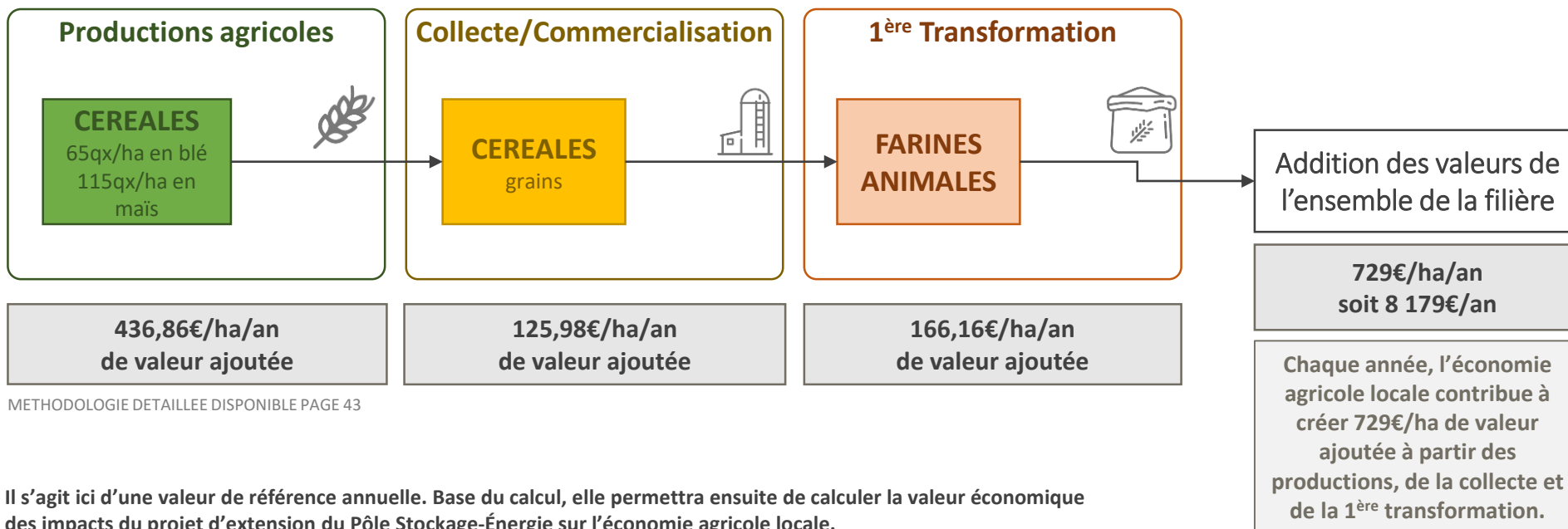
## Valeurs ajoutées des entreprises de la filière agricole –

Le Décret précise les critères d'évaluation de l'économie agricole définie comme :

**Productions primaires + Commercialisation + 1<sup>ère</sup> transformation**

D'après l'organisation de la **filière céréales** valorisant le site d'étude, la méthodologie développée a pour objectif de **calculer la valeur ajoutée de chaque maillon de la filière** sur le périmètre d'étude concerné.

Surface des productions agricoles du site d'étude : 11,22ha potentiel de céréales




METHODOLOGIE DETAILLEE DISPONIBLE PAGE 43

Il s'agit ici d'une valeur de référence annuelle. Base du calcul, elle permettra ensuite de calculer la valeur économique des impacts du projet d'extension du Pôle Stockage-Energie sur l'économie agricole locale.



Voir en suivant : l'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire.

An aerial photograph of a rural landscape. A wide river flows from the top left towards the center. The land is divided into various agricultural plots, some green and some brown. A road or railway line runs horizontally across the middle. There are some buildings and clusters of trees scattered throughout the landscape.

# Etude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole du territoire

1. Le phasage du projet
2. Mesures d'évitement
3. Mesure de réduction
4. Chiffrage de la mesure de réduction
5. Analyse des impacts du projet
6. Analyse des effets cumulés
7. Bilan des impacts du projet
8. Compensation agricole collective
9. Mesures de compensation
10. La mesure de compensation 1
11. La mesure de compensation 2
12. La mise en œuvre des mesures



# La séquence Eviter, Réduire et Compenser

## Les réflexions engagées dans le cadre du projet d'extension du PSE –

Le projet d'extension du PSE a été développé en anticipation des enjeux agricoles. Il s'agit de limiter les effets négatifs du projet sur l'économie agricole en adoptant les étapes suivantes :

### D'abord - Eviter :

une mesure d'évitement modifie un projet afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet engendrait

4 mesures d'évitement - Page 29

### Ensuite - Réduire :

une mesure de réduction vise à réduire autant que possible la durée, l'intensité et/ou l'étendue des impacts d'un projet qui ne peuvent pas être complètement évités

1 mesure de réduction - Pages 30 à 31

### Sinon - Compenser collectivement :

une mesure compensation à pour objet d'apporter une contrepartie aux effets négatifs notables, directs ou indirects de projet qui n'ont pas pu être évités ou suffisamment réduits

2 mesures de compensation - Pages 38 à 40

### PLAN DU PROJET D'EXPLOITATION DU PSE



Source : ONYX ARA

En fonction des caractéristiques des mesures de réduction, des mesures de compensation pourront être nécessaires.

# Le phasage du projet

## Exploitation des casiers et remise en culture (CIVE) –

La mise en place de la mesure de réduction est différenciée dans l'espace (Casiers H, I et J) et dans le temps (zone sud puis zone nord). Ainsi, la mesure peut être découpée en différentes phases :

### Phase 0 : ACTUELLEMENT

- Zone sud : **casier H** (PSE) en exploitation (réhausse)
- Zone nord : **culture céréalière** (11,2ha)

### Phase 1 (2024 – 2030) : LANCEMENT DE LA MESURE DE REDUCTION

- Zone sud : remblai du **casier H** et lancement des expérimentations **CIVE** sur la couverture du casier H (6,5ha), exploitation du **casier I**
- Zone nord : **culture céréalière**

### Phase 2 (2031-2034) : TRAVAUX ET EXPLOITATION DU CASIER J

- Zone sud : expérimentations **CIVE** sur le casier H
- Zone nord : création du casier J et exploitation (PSE) pendant 9 ans

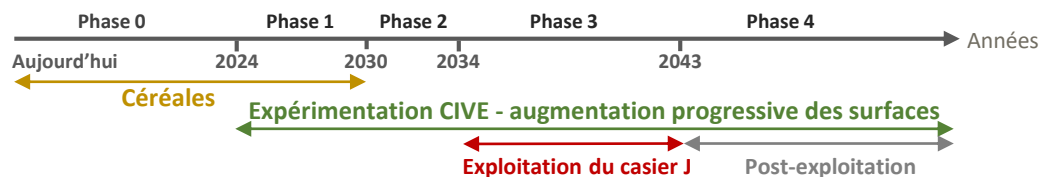
### Phase 3 (2034-2043) : GENERALISATION DES CIVE SUR LE PSE (sud)

- Zone sud : expérimentations **CIVE** sur les casiers H et I
- Zone nord : exploitation du casier J (PSE)

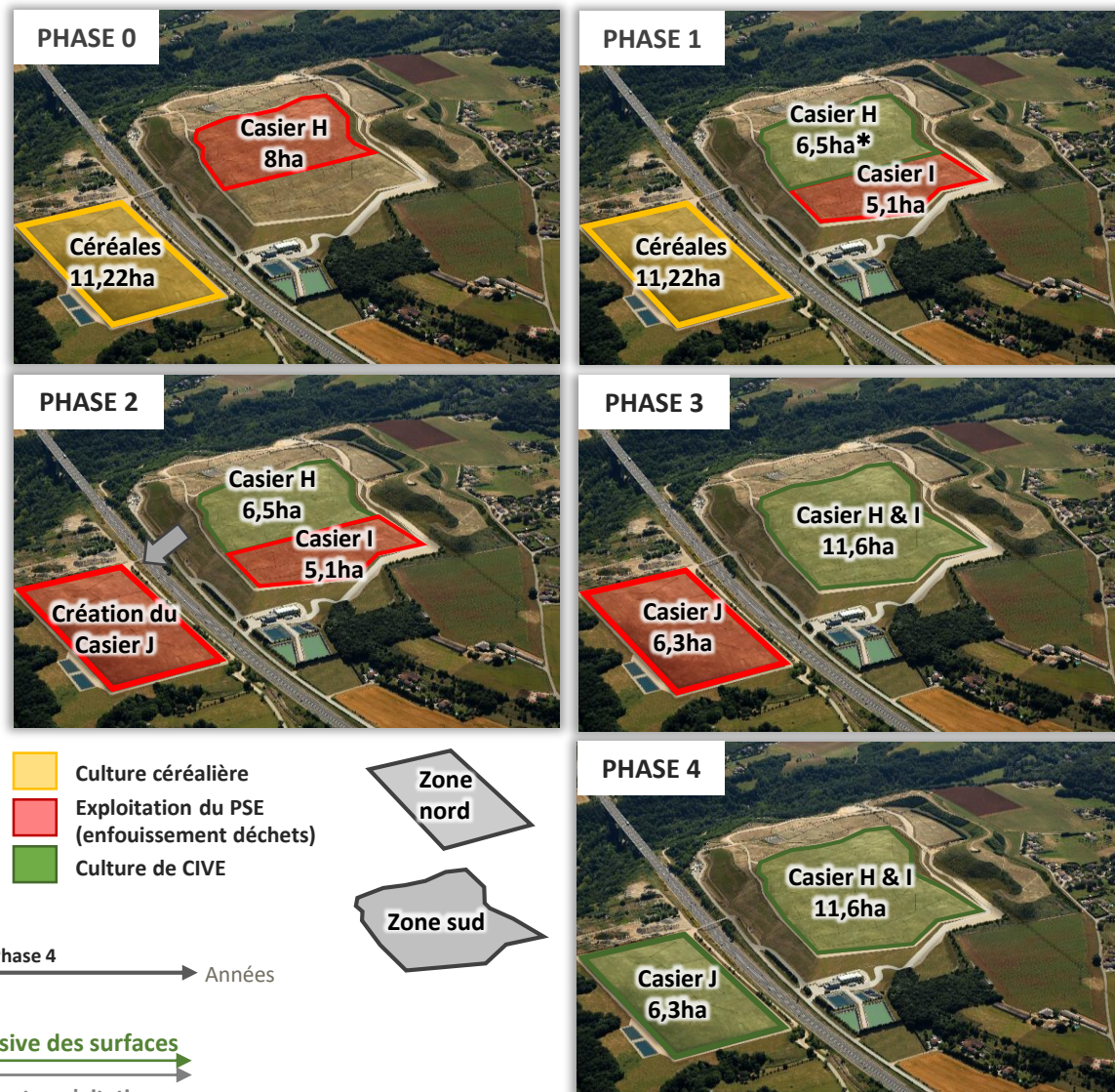
### Phase 4 (à partir de 2044) : POST-EXPLOITATION

- Zone sud et zone nord : expérimentations **CIVE** sur les casiers H, I et J (6,3ha pouvant être valorisés)

### TEMPORALITE DU PHASAGE



### SCHEMA REPRESENTATIF DES PHASES



\* Les surfaces disponibles pour les CIVE tiennent compte de la mise en place des talus etc... Elles sont donc inférieures à la surface des casiers



# Mesures d'évitement

## Adaptation du projet aux enjeux de l'agriculture locale –

Différentes mesures d'évitement ont été envisagées par ONYX ARA afin d'éviter autant que possible les impacts négatifs du projet sur l'économie agricole :

### ME 1 : Choix d'une emprise de l'extension sur une parcelle appartenant déjà à ONYX ARA

La phase 3 du projet concerne les parcelles cadastrales ZC7 et ZC9 appartenant à ONYX ARA et mise à disposition gratuitement à un exploitant depuis 2007

### PERTES EVITEES POUR L'ECONOMIE AGRICOLE :

Gain de production céréalière depuis 2007

### ME 2 : Phasage du projet et maintien de l'activité agricole

Avant d'étendre le PSE, ONYX a fait le choix de rehausser le casier H existant et de créer le casier I dans l'enceinte du site actuel (phase 1 et 2 du projet d'extension du PSE). L'activité agricole sera maintenue jusqu'aux travaux en 2031 (7 ans après le début des travaux).

### PERTES EVITEES POUR L'ECONOMIE AGRICOLE :

8 179€/an de valeur ajoutée agricole perdue évitée jusqu'en 2031 (début des travaux du casier J). Il s'agit environ de 57 253€ de perte évitée pour l'économie agricole locale.

### ME 3 : Déplacement de la canalisation du réseau d'irrigation

La canalisation actuelle traverse le site. Une convention a été passée avec le Syndicat d'irrigation drômois (SID) pour déplacer la canalisation en périphérie du PSE et garantir ainsi la fonctionnalité du réseau agricole.

### PERTES EVITEES POUR L'ECONOMIE AGRICOLE :

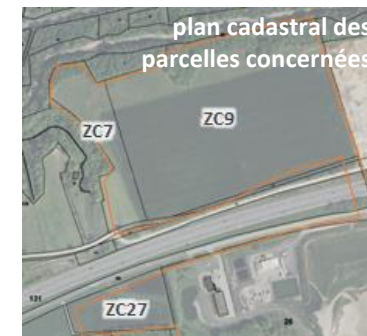
Environ 100 000€ d'investissement (portés par ONYX ARA) vont être nécessaires pour le déplacement de la canalisation.

### ME 4 : Installation d'une activité apicole dans l'emprise

Un partenariat a été mis en place avec un apiculteur afin de permettre l'installation de 5 ruches sur site (bénéficient d'un espace protégé et accès facile pour l'apiculteur à l'angle sud-est du PSE).

### PERTES EVITEES POUR L'ECONOMIE AGRICOLE :

La professionnalisation de l'activité sur site passe par l'augmentation du nombre de ruches présentes sur site. Hors les dimensions techniques et environnementales n'ont pas été jugées adaptées.



## HISTORIQUE D'EXPLOITATION DES PARCELLES CONCERNÉES PAR LE PROJET :

**12 mars 2007 :**

Acquisition des parcelles ZC7 et ZC9 par ONYX ARA

**2 novembre 2007 :**

Convention avec Henri THOMAS (père) pour mise à disposition d'une surface de 0,5ha sur la parcelle ZC27

**2 novembre 2007 :**

Convention avec André THOMAS (fils) pour prêt à usage gratuit des parcelles ZC7 et ZC9 (lien convention parcelle ZC27) pour 1an

**2007 à aujourd'hui :**

Exploitation des parcelles ZC7 et ZC9 par André THOMAS sur la totalité cultivable sans autre contrat

# Mesure de réduction

## Restitution des casiers pour remise en culture (CIVE) –

EN PARTENARIAT AVEC LA  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
DE LA DRÔME



En vue de **réduire l'effet négatif du projet sur l'économie agricole**, ONYX prévoit de remettre en culture les surfaces des casiers de stockage au terme de leur phase d'exploitation. Cette action, innovante en Drôme, et plus largement encore, s'exercera dans un cadre expérimental encadré par un protocole de suivi. Elle se limitera à la conduite de **cultures intermédiaires à vocation énergétiques (CIVE)** en vue d'écarter tout risque sanitaire, et permettra à terme de recréer une valeur ajoutée agricole et annuler une partie des pertes générées par l'ouverture du casier J.

### MR : Culture de CIVE sur les casiers en phase post-exploitation – un projet pilote

FINALITÉ	Remise en culture des casiers de stockage au terme de leur phase d'exploitation grâce à des cultures intermédiaires à valorisation énergétique (CIVE)
CONTEXTE ET LIEN AU TERRITOIRE	<p>Ce projet pilote s'insère dans un contexte territorial particulièrement favorable pour la valorisation dans des unités de méthanisation. En effet, à ce jour <b>4 projets de méthanisation</b> sont identifiés sur ce territoire avec des stades d'avancement différents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le projet Bioteppes, à Romans près du Lycée Terre d'Horizon, porté par une SAS détenue majoritairement par 2 agriculteurs et la SEM ROVALER.</li><li>• Le projet du GAEC Juven situé sur la commune de Geyssans</li><li>• Un projet au cours de réflexion sur la commune d'Alixan porté par plusieurs agriculteurs</li><li>• Le projet Siper (Jamonet) initialement prévu dans la zone industrielle de Bourg de Péage (en suspens suite à la décision de la cour administrative d'appel : proposition d'un nouveau projet à voir).</li></ul>
MOYENS	<p>La mise en œuvre du projet pilote s'effectuera ensuite par la rédaction d'un <b>protocole expérimental</b> (éléments de contenu du protocole page suivante) entre <b>le maître d'ouvrage, la Chambre d'agriculture de la Drôme, l'ISARA, la DREAL et la DDT</b>. L'ISARA interviendra prioritairement dans le travail de cadrage et d'élaboration du protocole, en collaboration avec la CA26. La CA26 se chargera du <b>suivi pluriannuel</b> et des <b>indicateurs d'évaluation</b>. Au besoin, selon les réalités de la mise en œuvre, des évolutions et des adaptations seront apportées au protocole. L'objectif est ici double :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• démontrer la faisabilité juridique, technique, et économique d'une remise en cultures des sites de stockages de déchets inertes en post-exploitation.</li><li>• vérifier l'intégration possible de la biomasse produite sur le site dans les méthaniseurs et l'utilisation possible du digestat comme fertilisant sur des cultures à vocation alimentaires (humaines ou animales)</li></ul>
SURFACES CONCERNÉES	La localisation des sites remis en cultures devrait inclure a minima <b>les casiers H, I et J</b> . Ce potentiel est estimé pour l'heure à près de <b>17,9ha</b> (6,5ha sur le casier H, 5,1ha sur le casier I et 6,3ha sur le casier J – Source ONYX ARA).
CALENDRIER	Le calendrier de mise en culture devra également obéir à celui du réaménagement progressif des casiers au terme de leur exploitation, à savoir : à partir de 2024 pour le casier H, à partir de 2034 pour le casier I et à partir de 2043 pour le casier J.
COUTS ESTIMATIF	<b>30 800 €</b> (44 jours de travail à 700€/jour) pour la réalisation et le suivi du protocole expérimental par la Chambre d'agriculture et l'ISARA
SUIVI	En lien avec le protocole expérimental en cours d'élaboration, le suivi de cette mesure s'effectuera de manière régulière par les techniciens de la Chambre d'agriculture de la Drôme et de l'ISARA. Les services de la DREAL et de la DDT seront concertés et associés au suivi.



# Mesure de réduction

## Le protocole de suivi de la mesure –

EN PARTENARIAT AVEC LA  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
DE LA DRÔME



Pour suivre la mise en place de la mesure de réduction dans le temps et pouvoir déterminer sa réussite, il convient de déterminer un protocole de suivi. Il sera mis en place dès 2020 et est détaillé comme suit :

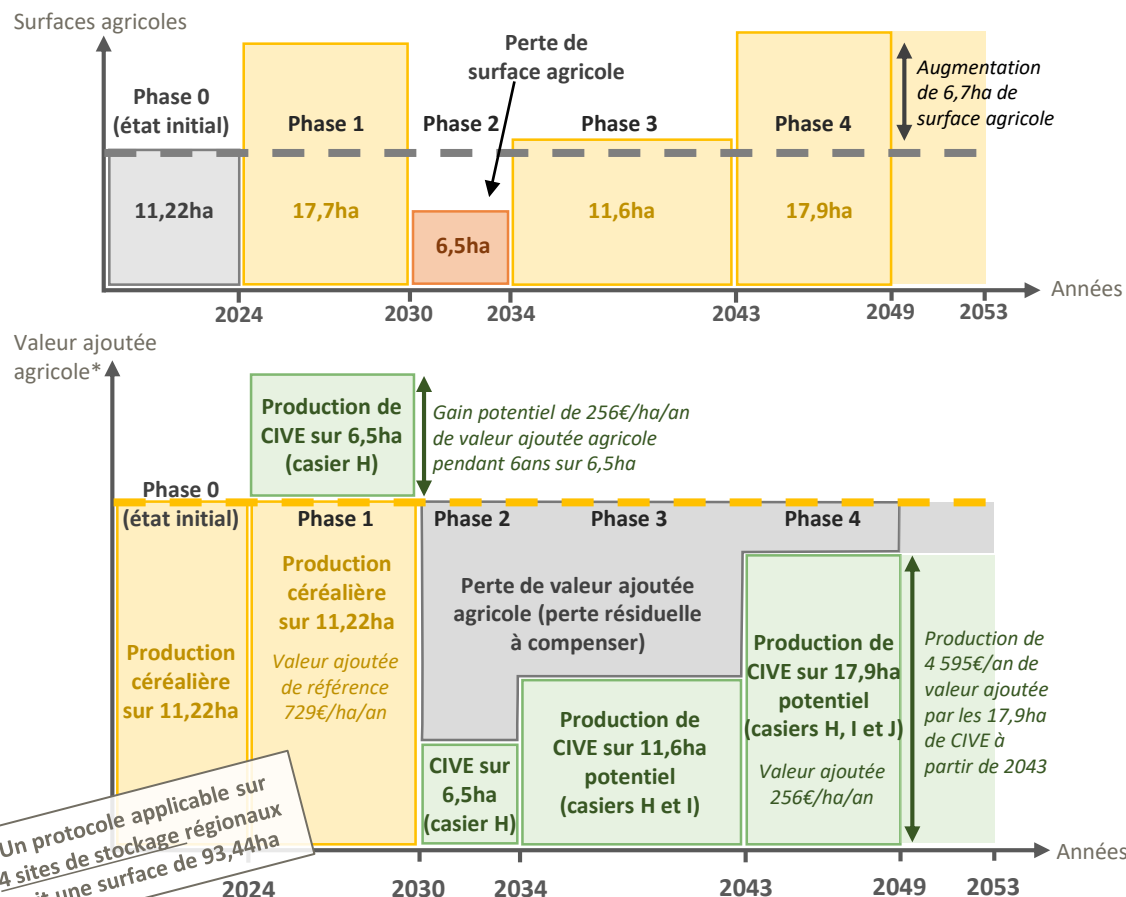
### Modalités du protocole de suivi de la mesure de réduction – en lien avec l'ISARA

<b>1. PRÉALABLES</b>	<p><b>A. Expertise réglementaire et juridique de faisabilité</b> - Cf classement des différents types de produits stockés/- Conditions à prendre en compte et à respecter pour la mise en œuvre et l'utilisation des CIVE</p> <p><b>B. Données de cadrage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Typologie des parcelles proposées</b> (surfaces, relief, possibilité d'irrigation, mécanisation...)</li><li>- Les éventuels <b>aménagements à réaliser par ONYX ARA</b> pour permettre la culture des terrains (ex : adaptation du réseau de dégazage ; remblais supplémentaires de terre végétale ; adaptation de la pente sur les casiers, etc.)</li><li>- Gestion de l'eau : vérification des <b>effets supplémentaires potentiels à la fois de l'utilisation de l'eau par les CIVE et/ou de l'infiltration de l'eau liée à la pratique éventuelle de l'irrigation</b>, réflexions sur la durabilité de l'activité agricole sur casiers et des installations en place (bassins). Les pistes ayant le moins d'impact sur la post-exploitation seront privilégiées par le maître d'ouvrage (sous réserve de validation par la DREAL)</li><li>- <b>Phasage dans le temps du retour à l'agriculture en post-exploitation</b></li><li>- <b>Etat des lieux des sols reconstitués</b> : analyse physique et chimique (analyses de sols - sondage + profils de sols) et analyse biologique (fractionnement de la matière organique + biomasse microbienne)</li></ul>
<b>2. ITINÉRAIRE TECHNIQUE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Choix des espèces, Conditions d'implantation, CIVE été + hiver et rotation, Gestion des adventices, Orientation installation de Cive pérennes, Pratique de l'irrigation (si possible) ...</li></ul>
<b>3. LIENS AVEC LES PROJETS DE MÉTHANISATION</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Identification des projets et localisation</li><li>- Les périodes de besoin</li><li>- Les conditions d'exploitation (techniques + économiques)</li></ul>
<b>4. VALORISATION ET RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Charges d'exploitation mises en œuvre</li><li>- Rendements et rentabilité économique</li><li>- Calcul de marges possibles selon différents scénarios de rendement et de mode de conduite</li></ul>
<b>5. MÉTHODOLOGIE ET SUIVI</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Identification des indicateurs de suivi pluriannuels</b></li><li>- Volets : Biomasse, Salissement, Potentiel des sols, Incidence irrigation, Types de couverts</li><li>- <b>Rendements et rentabilité économique</b></li></ul>
<b>6. CONDITIONS D'EXPLOITATION</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Mode d'occupation des sols / contractualisation et engagement dans la durée</b></li></ul>

# Chiffrage de la mesure de réduction

## Persistance d'un impact agricole après mise en place des CIVE –

La mise en place de la mesure de réduction (culture de CIVE sur les casiers en post-exploitation) permet de **diminuer la perte de valeur ajoutée agricole**. Le schéma ci-dessous ainsi que le chiffrage permettent d'évaluer les effets du projet sur l'économie agricole durant **25 ans** dès la mise en place de la mesure de réduction, et ainsi **évaluer les effets négatifs résiduels restant à compenser**.



## CHIFFRAGE GAIN/PERTE AVEC MISE EN PLACE DE LA MR

Les calculs sont réalisés d'après les données d'entrée suivantes :

- Valeur de référence de **729€/ha/an** (calcul p.25) de valeur ajoutée agricole créée via à la filière céréalière.
- Les CIVE permettent de dégager une marge brute évaluée à **210€/ha/an** (calcul détaillé en annexe) basée sur une estimation de la production de CIVE et une valorisation par unité de méthanisation soit une plus-value de la filière estimée à **+46,74€/ha/an**. La valeur est de **256,74€/ha/an**.

### Phase 1 (P<sub>1</sub>) : 7 ans

**MAINTIEN** de production céréalière sur 11,22ha

+ **GAIN** potentiel de production de CIVE de 256,74€/an pendant sur 6,5ha (casier H) → **Soit un BILAN P<sub>1</sub> de +11 681€**

### Phase 2 (P<sub>2</sub>) : 3 ans

**PERTE** de production céréalière + **GAIN** potentiel de production de CIVE sur 6,5ha (casier H) pendant 3 ans soit 5 006€

→ **Soit une BILAN P<sub>2</sub> de -19 487€**

### Phase 3 (P<sub>3</sub>) : 9 ans

**PERTE** de production céréalière + **GAIN** potentiel de production de CIVE sur 11,6ha (casiers H et I) soit 26 803€

→ **Soit un BILAN P<sub>3</sub> de -46 679€**

### Phase 4 (P<sub>4</sub>) : 6 ans

**PERTE** de production céréalière + **GAIN** potentiel de production de CIVE sur 17,9ha (casier H, I et J) soit 27 573€

→ **Soit un BILAN P<sub>4</sub> de -21 413€**

Ainsi, la **PERTE TOTALE** de valeur ajoutée agricole s'élève à **75 900€**, de la phase initiale à la phase 3 (soit pendant 25ans).

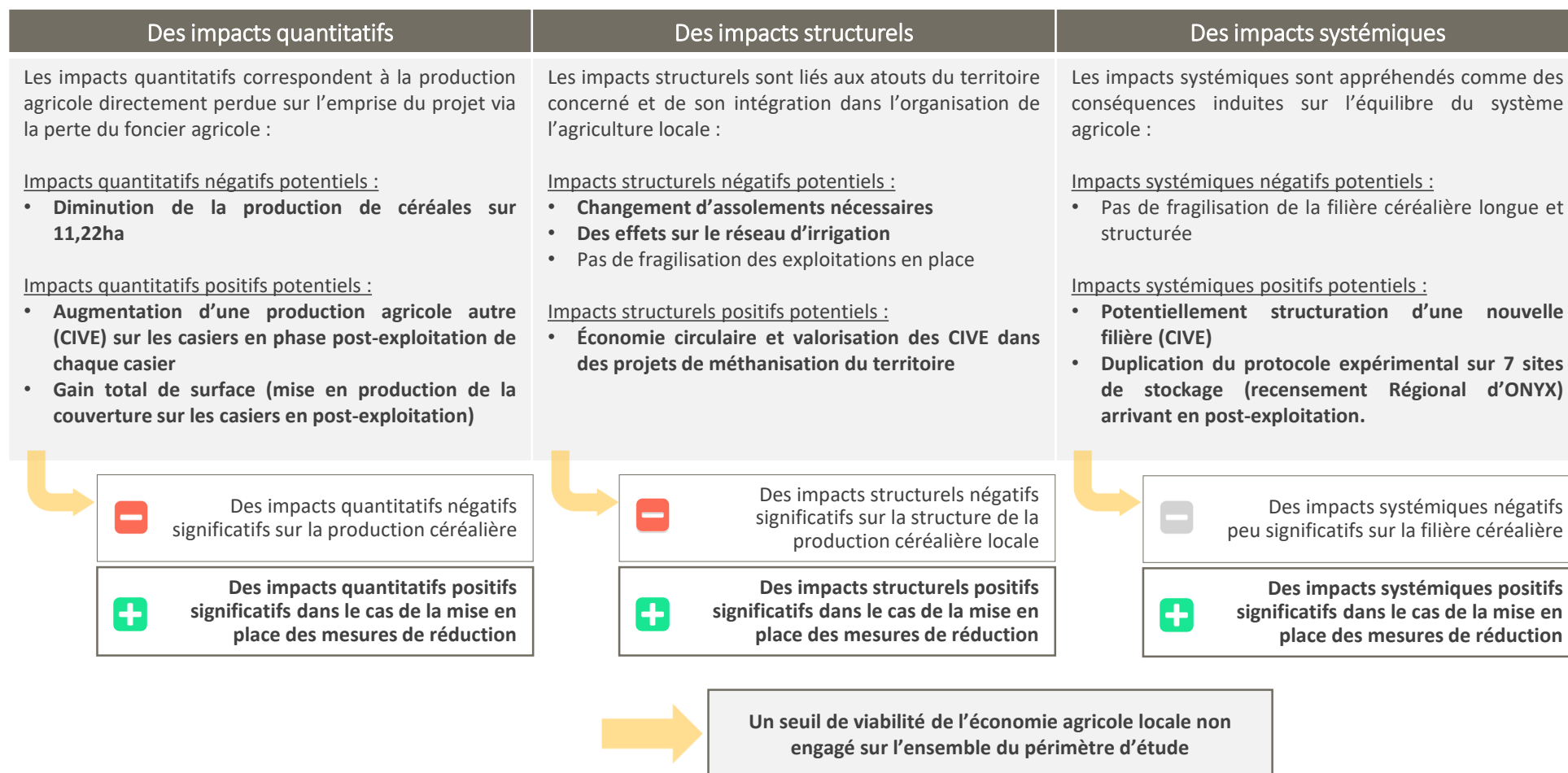
Le montant à investir dans la mesure de compensation s'élève donc à **45 100€** (en soustrayant les 30 800€ investit pour le protocole de suivi de la mesure de réduction).



# Analyse des impacts du projet

## Impacts positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole locale –

Les effets du projet sont classés suivant trois types d'incidences : des impacts quantitatifs des impacts structurels et des impacts systémiques. Le tableau suivant détaille l'ensemble des effets du projet d'aménagement sur l'économie agricole.



# Analyse des effets cumulés

## Listing des projets susceptibles de consommer de l'espace agricole –

Le SCoT du Grand Rovaltain prévoit une consommation foncière maximale sur la période 2016-2040 de 2 300ha dont 1615ha sur Valence Romans Sud Rhône Alpes (moyenne de 92ha d'espaces agricoles, naturels et forestiers par an).

Environ **10% des surfaces libérées** chaque année par les exploitations qui s'arrêtent **perdent leur destination agricole**. Les agriculteurs n'ont acheté que 42% des surfaces non bâties vendues en 2009, contre 82% en 2000.

### Illustration de la consommation foncière dans le Grand Rovaltain (image Spot thema)



2014



2015



2016

14 - Memento du Grand Rovaltain - janvier 2017

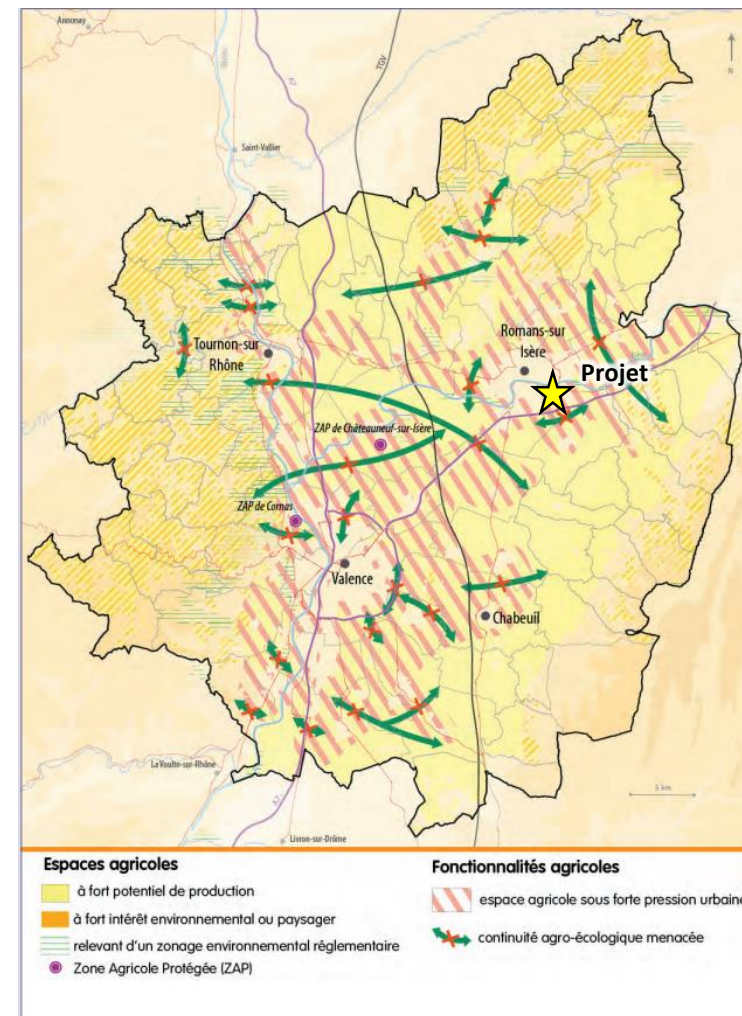
données sur le SCoT approuvé en 2016 - hors communes du Pays de St-Felicien

Dans le périmètre élargi, un projet de retenue d'eau de grande taille (400 000 m<sup>3</sup>) est en cours d'élaboration sur les communes de Châteaudouble et Peyrus (source DDT de la Drôme).

Le SCoT préconise une réduction de la consommation foncière (densification urbaine).

A ce jour, un projet est recensé dans le périmètre élargi et consomme potentiellement des surfaces agricoles. Il conviendra de connaître les mesures agricoles définies pour les projets consommant du foncier agricole, dans le but de construire des mesures agricoles Eviter, Réduire, Compenser collectivement cohérentes et compatibles entre-elles.

## ESPACES AGRICOLES A ENJEUX DU SCOT



Source : SCoT du Grand Rovaltain



# Bilan des impacts du projet

## Impacts positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole locale –

En résumé, les impacts les plus forts concernent :

**Perte de production céréalière sur des terres ayant supporté des activités industrielles (années 90)**  
**Gain d'une production de CIVE sur de nouvelles surfaces agricoles et valorisation locale (méthanisation)**  
**Maintien du réseau d'irrigation**  
**Projet expérimental pilote adaptable sur d'autres sites.**

Pour rappel de l'état initial de l'économie agricole, la valeur ajoutée des entreprises de la filière agricole du site d'étude est évaluée à :

### INITIAL

**729€/ha/an  
soit 8 179€/an**

**Valeur ajoutée de référence pour  
la filière céréales**

### PROJET

**Remise en culture (CIVE) des surfaces des casiers de stockage au terme de leur phase d'exploitation**  
**Gain de 256€/ha/an de valeur ajoutée agricole et gain de nouvelles surfaces (couverture en post-exploitation)**



**Nécessité de la mise en place de mesures  
de compensation collectives**

\*La valeur ajoutée perdue est à reconstituer. Cette valeur n'est pas forcément égale au montant de l'investissement à faire en mesures de compensation.

**Effets cumulés sur le périmètre élargi  
(mesures devant être cohérentes entre elles)\***

**OUI**

### Indicateurs d'impacts du projet sur l'économie agricole

Force de  
l'enjeu

#### Impacts quantitatifs

Perte de SAU à potentiel céréalière

**Fort**

Surfaces à vocation agricole

**Gain**

Nombre d'emplois agricoles directs concernés

Faible

Nombre de tonnes de céréales perdus

**Moyen**

#### Impacts structurels

Bonne qualité agronomique

**Moyen**

Perte de terres sous SIQO

Faible

Dont des productions en Agriculture Biologique

Faible

Morcellement des parcelles agricoles (surcouts logistiques)

Faible

Fragmentation d'une grande unité agricole (continuité agricoles, effets de coupure)

Faible

Désorganisation structurelle/spatiale (enclavement, 120°, accès)

Faible

Perte de fonctionnalités (circulations internes, allongement de temps de parcours, difficultés de circulation, augmentation du trafic)

Faible

Investissements privés existant

Faible

**Perturbation de l'assolement, changement de production**

**Moyen**

**Incidence sur la gestion de l'eau**

**Moyen**

Concerne un réseau agro-environnemental existant ou planifié

Faible

Incidence sur des activités de loisirs développées par l'agriculture (gîtes ruraux, ferme pédagogique)

Faible

**Force de la pression foncière**

**Moyen**

#### Impacts systémiques

**Incidence sur les acteurs d'une filière spécifique (fragilisation)**

**Gain\***

Incidence sur une SIQO

Faible

Gros investissements réalisés (drainage, remaniement, parcellaire)

Faible

Modalité de gestion du public dans les espaces agricoles, conflits d'usages

Faible

**Modification du potentiel technique et économique (capacité d'évolution, diversification)**

**Gain\***

**Dynamisme local et freins aux investissements agricoles (projets, initiatives, installations) des EA**

**Gain\***

**Seuil de viabilité économique de l'agriculture du périmètre élargi**

**Non engagé**

**Seuil de viabilité économique de l'agriculture communale**

**Non engagé**

\*En cas de réalisation effective de la mesure de réduction (CIVE)

# Compensation agricole collective

## La méthodologie attendue par le Décret –

Les mesures de compensation collectives doivent bénéficier à au moins deux exploitations. Les compensations collectives sur le territoire soient recherchées en priorité, et concertées au niveau local, en cohérence avec le territoire et proportionnées avec le projet.

Dans la mesure où des compensations directes situées sur le territoire même du projet ne peuvent pas toujours être proposées, la compensation indirecte via une participation financière peut également être envisagée. Cependant, ce type de compensation doit intervenir dans un second temps, si aucun projet de compensation directe à la hauteur des impacts n'a pu être trouvé.

La compensation financière peut également venir en complément si les mesures directes envisagées sont nettement inférieures à l'évaluation financière des impacts sur l'économie agricole du territoire.

Afin de soutenir des projets sources de valeur ajoutée pour les filières agricoles différentes propositions de compensation collectives sont évoquées :

### Aides aux investissements liés à la production primaire

Incitation à engager de nouveaux investissements pour maintenir ou reconvertir une activité. La possibilité d'investissements collectifs est prévue.



### Promotion des produits agricoles

Soutien à la relance de la notoriété d'une production, création de circuits courts. Donner une nouvelle dynamique à la production impactée par le projet.



### Transformation et commercialisation de produits agricole

Augmenter localement la plus-value des productions affectées par le projet.



### Transfert de connaissance et actions d'information, secteur agricole

Aide à la formation professionnelle et l'acquisition de compétences, des projets de démonstration liés à des investissements ou des visites d'exploitations.



### Systèmes de qualité

Répondre par la montée en gamme à la perte de la quantité produite en raison d'une réduction foncière.



### Aides à finalité régionale

Incitation à la diversification d'une entreprise existante.



### Aides à la formation en entreprise, hors secteur agricole

Accompagner l'adaptation à l'emploi dans le cadre d'un projet bénéficiant d'une aide régionale.



### Infrastructures locales

Amélioration de l'environnement des entreprises et des consommateurs.



### Recherche et développement dans les secteurs agricole (et forestier)

Aide allouée à un organisme de recherche. Recherche de nouveaux débouchés pour une filière spécialisée, affectée par une réduction foncière.





# Compensation agricole collective

## La méthodologie attendue par le Décret –

Dans le cadre du présent projet, plusieurs pistes de mesures de compensation collective ont été avancées. Afin de juger de leur pertinence sur le territoire différents choix ont été pris :

Les mesures de compensation collective devront **avoir des retombées économiques les plus directes possibles sur le territoire**. L'abondement d'un fond de compensation ne sera réalisé qu'en dernier recours. La participation directe du maître d'ouvrage à la création de valeur ajoutée agricole sur le territoire sera d'abord privilégiée. De même, les actions les plus locales possibles seront favorisées.

Les mesures de compensation collective seront, autant que possible, **ciblées sur les filières concernées par les pertes économiques**. Favoriser une production agricole non impactée par rapport à une filière directement concernée peut être source de tensions sur le territoire et être difficilement justifiable auprès de la profession agricole. Les mesures chercheront de façon privilégiée à recréer de la valeur ajoutée agricole sur la filière qui en perdra dans un premier temps par la mise en place du projet.

Les mesures de compensation collective devront être **mises en place le plus rapidement possible et garantir la mise en place d'un suivi**. La mise en place de la mesure de compensation peut nécessiter plusieurs années avant de recréer de la valeur ajoutée agricole. C'est autant de valeur perdue dès le lancement des travaux et la perte définitive de foncier. Une mesure sera favorisée par rapport à une autre si elle permet de créer de la valeur ajoutée agricole plus rapidement qu'une autre et si son suivi est garanti. Autrement dit, les projets déjà connus lors de la réalisation de l'étude préalable agricole et dont les caractéristiques économiques et temporelles sont connues seront privilégiés par rapport à des projets nécessitant des années supplémentaires de développement.

Les mesures de compensation collective concerneront des **projets portés par au moins deux agriculteurs locaux** ayant des retombées économiques sur le territoire. Les projets devront être suffisamment avancés pour connaître ou au moins estimer le taux de valeur ajoutée créé par leur mise en place. C'est un point nécessaire pour estimer la bonne proportionnalité de la mesure de compensation au regard des pertes économiques évaluées sur la filière.

Les mesures de compensation collective **concerneront des projets ayant des difficultés à trouver suffisamment de fonds propres pour le business plan**. Les mesures de compensation ont pour vocation de servir d'effet levier significatif à des projets agricoles longs et difficiles à développer. Les investissements par le maître d'ouvrage devra avoir une réelle action sur la sortie du projet.

Les mesures de compensation se feront dans **le respect de la réglementation européenne répondant aux régimes d'aides européens sur l'attribution d'argent public**. Le financement de projets privés par l'argent public n'est pas autorisé par l'union européenne sauf dans certains cas et suivant certaines règles très précises (libre concurrence et protectionnisme économique). Le taux de financement public ne peut dépasser un pourcentage du financement total du projet. Autrement dit une mesure de compensation agricole collective ne pourra financer à 100% un projet agricole sur le territoire. Les agriculteurs locaux devront donc être les principaux investisseurs des projets. Dans le cas de mesures de compensation agricole collective provenant de financement publics, c'est un point pouvant fortement bloquer la mise en place des mesures si le dynamisme agricole local ne permet pas aux agriculteurs d'investir.

# Mesures de compensation

## Les réflexions menées –

EN PARTENARIAT AVEC LA  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
DE LA DRÔME



En dépit des mesures d'évitement et de réduction détaillées ci-dessus, le projet génère un impact résiduel sur l'économie agricole du territoire. Ainsi, 4 mesures de compensation agricole collective ont été recensées :

Proposition de mesures de compensation agricoles collectives	Pertinence pour l'agriculture du territoire :
<u>MC 1 : Participation à la réalisation d'un point de vente collectif de productions agricoles</u>	<b>+++</b> Projet local en cours de réalisation, création d'une valeur ajoutée supplémentaire (vente en circuits-courts) et diversification des productions locales
<u>MC 2 : Consolidation du réseau d'irrigation du Canal de la Bourne</u>	<b>+++</b> Soutien à la filière céréalière locale et directement impactée par le projet d'exploitation du PSE Réal besoin sur le territoire
<u>MC-3 Accompagnent des projets de méthanisation en cours</u>	<b>+</b> Création de valeur ajoutée locale complémentaire via l'économie circulaire (valorisation des CIVE). Peu de projets réellement engagés sur le territoire
<u>MC-4 Soutien à une société d'investissement pour développer du photovoltaïque sur des bâtiments agricoles existants</u>	<b>+</b> Peu de lien avec le projet et les filières agricoles concernées Des incertitudes concernant la mise en place du projet

Le choix des mesures de compensation collectives se porte donc actuellement sur les mesures 1 et 2. Pour la mesure 3, les projets de méthanisation recensés actuellement sur le périmètre élargi ne sont pas suffisamment avancés, et pour la mesure 4, le projet n'est pas certain d'aboutir. Cependant, au vu du temps long pour la mise en place des mesures de compensation, le choix des mesures peut être réévalué dans le cas où de nouveaux projets arriveraient sur le territoire dans les prochaines années (2 à 5ans).

## CHOIX, MISE EN PLACE, SUIVI ET EVALUATION DE LA MESURE DE COMPENSATION COLLECTIVE : Création d'un COPIL

Un comité de pilotage (COPIL) sera mis en place pour définir la répartition du montant de la compensation collective à allouer à chaque mesure (voir schéma bilan p.41) ainsi que la durée de mise en place et les conditions de suivi et d'évaluation des mesures de compensation. Le COPIL sera composé de la Chambre d'Agriculture de la Drôme, de la Direction Départementale des Territoires de la Drôme et de ONYX ARA (voire association complémentaire d'autres acteurs types coopératives ou représentants de filières). Les effets du projet (perte de surface/production céréalière) sont prévues pour 2030, les mesures de compensation collective devront ainsi garantir la création d'une nouvelle valeur ajoutée agricole pour 2030.



# La mesure de compensation 1

## Participation à la réalisation d'un point de vente collectif –

EN PARTENARIAT AVEC LA  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
DE LA DRÔME



Les mesures de compensation agricole collective proposées s'articulent autour d'une volonté locale. Le tableau suivant détaille leur pertinence sur le territoire :

Mesure proposée	MC 1 : Participation à la réalisation d'un point de vente collectif de productions agricoles
<b>Description</b>	l'objectif de cette mesure vise à soutenir financièrement le projet du lycée Terre d'Horizon de Romans sur Isère de créer un point de vente collectif de produits fermiers et horticoles sur son site, en utilisant un hangar agricole existant. Avec le concours de la Chambre d'Agriculture, le projet a fédéré une trentaine d'agriculteurs constituant une gamme complète de produits alimentaires et de produits d'horticulture.
<b>Nombre d'agriculteurs</b>	Une trentaine d'exploitations agricoles concernées
<b>Moyens</b>	La contribution au développement de cette action passe par une participation aux dépenses d'investissement et d'accompagnement restant à la charge du porteur de projet. Deux axes sont ici fléchés : <ul style="list-style-type: none"> <li>Participation aux coûts d'investissement restant à la charge de l'association. A ce jour, le coût total estimé des investissements s'élève à 262 000€</li> <li>Mise en place d'une mesure d'accompagnement et de suivi consistant en l'accompagnement du groupe d'agriculteur, l'expertise, l'apport de références concernant les points de ventes collectifs, et l'animation de la réflexion (constitution, animation et coordination des groupes de travail thématiques). Il est précisé que l'accompagnement proposé est un gage de réussite et de pérennité de ce projet</li> </ul>
<b>Calendrier de réalisation</b>	Ouverture du magasin prévue sur le 1er trimestre 2021 selon les résultats de la consultation des entreprises et les délais de réalisation
<b>Suivi</b>	Le principal indicateur de résultat de cette mesure réside dans la mise en place effective du PVC, laquelle sera assurée par le biais de l'étude de suivi prévue au titre de la présente mesure compensatoire.

Coût estimatif de la mesure :

Mesure	Nombre de jours de travail	Coûts unitaires	Coût total	
Participation au reste à charge des dépenses d'investissement	1	170 500 €	170 500€	% de prise en charge par ONYX à préciser lors du COPIIL
Financement du suivi et de l'accompagnement du projet	2019 : 10j 2020 : 6 j 2021 : 8 j 2022 : 3j 2023 : 3j	30j X 520 €/j.HT	15 600 HT €	

# La mesure de compensation 2

## Consolidation du réseau d'irrigation du Canal de la Bourne –

EN PARTENARIAT AVEC LA  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
DE LA DRÔME

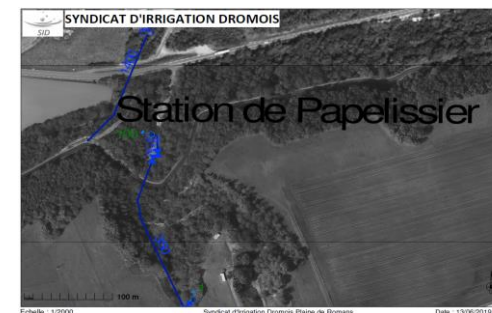


Les mesures de compensation agricole collective proposées s'articulent autour d'une volonté locale. Le tableau suivant détaille leur pertinence sur le territoire :

Mesure proposée	MC 2 : Consolidation du réseau d'irrigation du Canal de la Bourne
<b>Description</b>	L'objectif de cette mesure vise en une consolidation du réseau existant au niveau de la station de pompage de Papelissier, pour sécuriser les pompes et le local électrique. L'amélioration de ce réseau contribue au renforcement de l'économie agricole avec près de 180 ha de surfaces souscrites par les agriculteurs.
<b>Nombre d'agriculteurs</b>	Le nombre de bornes professionnelles s'élève à 40 (et 86 bornes non professionnelles)
<b>Moyens</b>	La mesure compensatoire envisagée consiste en plusieurs axes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Fourniture et pose d'une clôture et d'un portail sur l'accès (pas de clôture possible coté talus du canal) ;</li><li>• Construction d'un local type charpente et bardage métallique la fosse des pompes et intégrant le local électrique équipé de système de manutention et levage ;</li><li>• Reconstruction du local électrique en séparant les locaux HT et BT avec mise en place d'une ventilation forcée &amp; mise en place d'un bac de rétention pour le transformateur.</li></ul>
<b>Calendrier de réalisation</b>	Non défini mais à réaliser conjointement aux travaux inscrits au plan pluriannuel de renouvellement
<b>Suivi</b>	Le suivi de cette action passera par la définition d'une convention d'accompagnement avec le SID. Cette dernière détaillera le calendrier ainsi que les indicateurs de réalisation retenus

Coût estimatif de  
la mesure :

Mesure		Coûts unitaires	Coût total HT
<b>Participation aux travaux de consolidation de la station de pompage de Papelissier</b>	Travaux sur clôtures/Portail	12 000 € H.T.	<b>118 000€ % de prise en charge par ONYX à préciser lors du COPIL</b>
	Construction du bâtiment de la station de pompage	21 000 € H.T.	
	Reconstruction du local électrique	85 000 € H.T.	

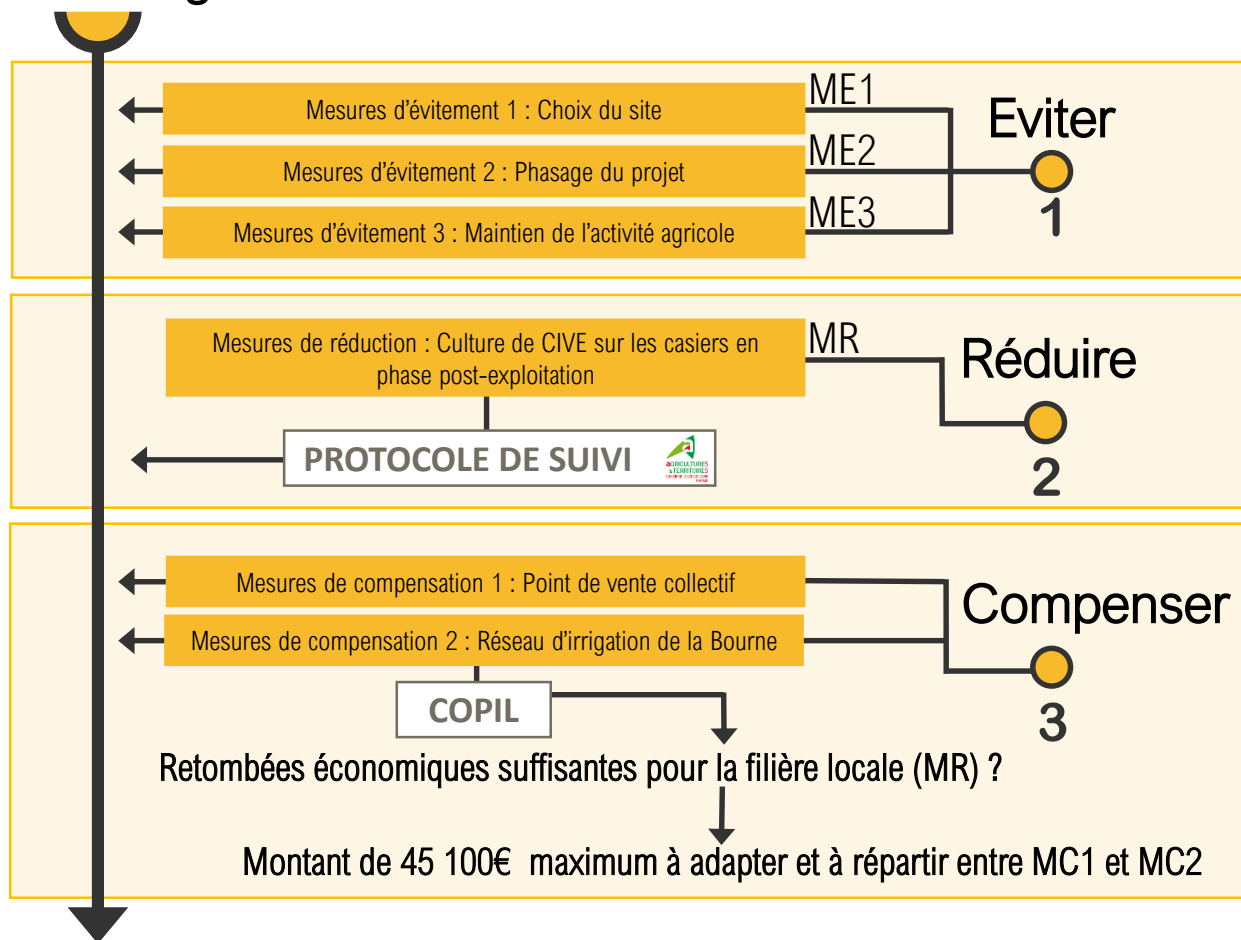




# La mise en œuvre des mesures

L'articulation des mesures d'évitement, réduction et compensation –

## Effets négatifs



Effets négatifs évités,  
réduits ou compensés

### Conditions d'évaluation et de suivi des mesures :

#### Mise en œuvre des mesures :

Suivi des mesures réduction : mise en place d'un **protocole de suivi par la Chambre d'Agriculture de la Drôme (CA26)**  
Délais de mise en œuvre : Au vu de la temporalité de lancement des projets cités pour l'investissement en compensation (point de vente collectif et restauration du réseau d'irrigation), **le lancement des réflexions et conditions de mises en œuvre de la compensation se fera en même temps que le lancement de la mesure de réduction (lancement du protocole de suivi), soit en 2020**

#### Evaluation sur le long terme des mesures :

Suivi : un **COPIL** permettra d'évaluer si les retombées économiques agricoles générées par la mesure de réduction sont suffisantes en rapport à l'objectif attendu. Le COPIL sera en charge d'attribuer les montants de compensation en fonction des besoins et temporalité des projets éligibles. Un suivi auprès des services instructeurs (préfecture et CDPEANF) sera assuré.

Objectif attendu de réduction : **Perte totale de valeur ajoutée agricole de 75 900€ maximum grâce à la production de CIVE (256€ de MB/ha/an)**

Pour les mesures de compensation collectives, ONYX s'engage à soutenir financièrement la création de valeur agricole jusqu'à un maximum de 45 100€ (voir chiffrage p.32) en ciblant prioritairement, après validation du COPIL, la mesure 1 « Participation à la réalisation d'un point de vente collectif de productions agricoles » et/ou la mesure 2 « Consolidation du réseau d'irrigation du Canal de la Bourne ».

# Méthodologie et Bibliographie

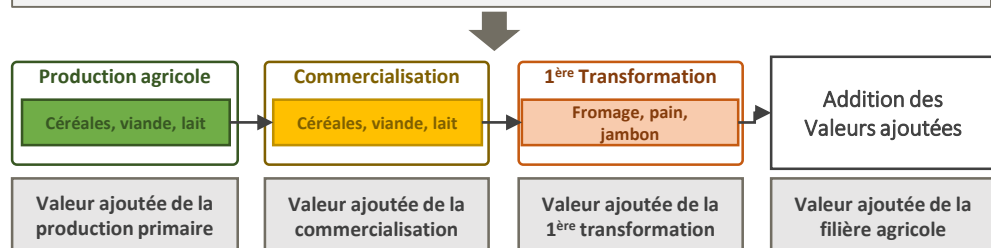
# Méthodologie CETIAC

## Une approche par la Valeur ajoutée de l'économie agricole –

CETIAC a mis en place sa **méthodologie de chiffrage des impacts du projet sur l'économie agricole** d'après l'approche suivante :

- Caractérisation bibliographique des filières et des opérateurs concernés, de leurs enjeux.
- L'analyse de la **production primaire** est réalisée à partir des données de télédéclaration PAC (RPG) croisées par les données locales fournies par les agriculteurs (rendements) et des données de **productions et de comptabilité des entreprises les plus locales** possibles (RICA, instituts techniques et Chambres d'Agriculture)
- Les opérateurs des filières concernées (**commercialisation et 1<sup>ère</sup> transformation**) sont recensés via une enquête locale et l'analyse des codes NAF. Les performances économiques sont recoupées à partir des enquêtes locales ainsi que des données ESANE, FranceAgriMer et de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires .

La valeur ajoutée de chaque maillon des filières agricoles concernées est calculée de façon à obtenir une **valeur ajoutée de référence** englobant l'ensemble de l'économie agricole.



La valeur ajoutée de la filière agricole est annuelle. Elle correspond à la valeur créée chaque année par l'ensemble des entreprises du secteur agricole.

**ECONOMIE AGRICOLE** : d'après le décret n°2016-1190 du 31 août 2016, l'économie agricole est définie comme la valorisation des ressources par des entreprises de production agricole primaire, de commercialisation et de première transformation.

### LA VALEUR AJOUTÉE PERMET DE CALCULER LA RICHESSE CRÉÉE PAR UNE ENTREPRISE :



Elle est différente du chiffre d'affaire puisqu'elle soustrait le coût des achats nécessaires pour produire (consommations intermédiaires). **La Valeur Ajoutée est la différence entre le Chiffre d'Affaires et les consommables (marchandises, matières premières,...) et les autres achats externes (sous-traitance).**

**Intérêt de la valeur ajoutée** : il est possible de calculer la valeur ajoutée de chaque maillon de la filière agricole et de les additionner pour chiffrer la richesse créée par l'ensemble des entreprises de l'économie agricole.

Détails du calcul	Données économiques
Chiffre d'Affaires commercial (HT) +/- Stocks c	→ Marge commerciale ①
Chiffre d'Affaires productif (HT) +/- Stocks p	→ Production ②
① + ② – Autres achats consommés	→ VA Valeur ajoutée ③
③ – Frais de personnel, impôt et taxes (hors impôt sur le bénéfice)	→ EBE Excédent Brut d'Exploitation ④
④ +/- Autres produits et/ou Charges d'exploitations (frais divers, amortissements...)	→ RBE Résultat Brut d'Exploitation ⑤
Produits – Charges financiers	→ RF Résultat financier ⑥
⑤ +/- ⑥	→ RC Résultat Courant avant Impôts ⑦
Produits – Charges exceptionnels	→ RE Résultat Exceptionnel ⑧
⑦ +/- ⑧ – Impôt sur le bénéfice	→ RN Résultat Net ⑨



# Méthodologie CETIAC

## Les trois catégories d'impacts –

L'analyse des conséquences positives ou négatives de la mise en place du projet est évaluée à travers différentes catégories d'impacts :

- Les **impacts quantitatifs** correspondant aux éléments (denrées agricoles, foncier, nombre d'emplois) perdus ou gagnés
- Les **impacts structurels** soulignent les particularités agricoles existantes permettant une meilleure valorisation du potentiel local (investissements, réseau de drainage, AFAF, SIQO, potentiel agronomique, fonctionnalité). Ces éléments ne sont pas toujours chiffrables mais participent grandement aux atouts de l'agriculture locale et à sa rentabilité.
- Les **impacts systémiques** traduisent les « effets dominos » que peuvent entraîner la fragilisation d'un opérateur de la filière liée à la perte de volume ou la dégradation des relations agriculture- territoire.

Lorsque les impacts systémiques sont forts (c'est-à-dire qu'un opérateur de la filière est fragilisé ou que la filière elle-même l'est), le seuil de viabilité économique de l'agriculture n'est plus suffisant et peut conduire à la perte de l'activité agricole sur le territoire.

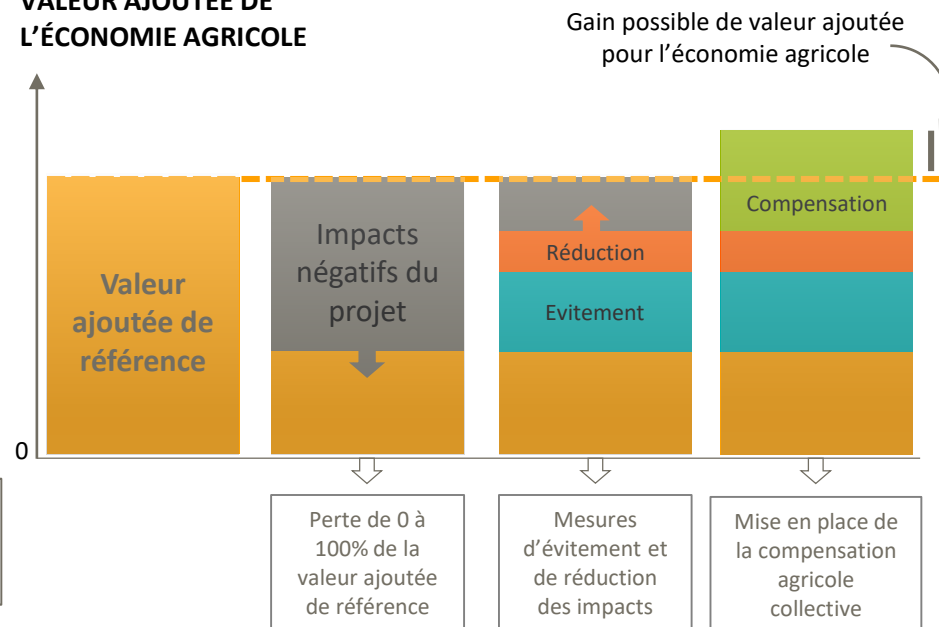
Chaque impact négatif considéré moyen ou fort est associé à une mesure d'évitement ou de réduction de façon à diminuer significativement à son effet sur l'économie agricole locale.

Le chiffrage des mesures d'évitement et de réduction est calculé sous la forme d'une valeur ajoutée de façon à être comparé à la valeur ajoutée de référence.

Lorsque les mesures d'évitement et de réduction ne suffisent pas à retrouver la valeur ajoutée de référence, des mesures de compensation collectives sont nécessaires. Elles sont évaluées via des indicateurs de pertinence et de faisabilité.

La mise en place des mesures de compensations collectives est détaillée de façon à définir le montant des investissements nécessaires pour retrouver la valeur ajoutée perdue.

### VALEUR AJOUTÉE DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE



# Méthodologie CETIAC

## Mesures Eviter / Réduire ou Compenser –



### AGRICULTURE

→ contourner les parcelles de plus haute qualité, les réseaux d'irrigation, les productions à haute valeur ajoutée, maintenir l'activité jusqu'aux travaux.

→ **Dans l'emprise du projet** : améliorer les accès, intégrer un point de vente collectif ou une coopérative, **installer une activité** de maraîchage sur les terrains non imperméabilisés, développer une activité agricole urbaine...

→ **Hors de l'emprise du projet** : 11 pistes de **mesures collectives** évoquées dans le Décret

1

EVITER



Modifier un projet afin de **supprimer un impact** négatif identifié que ce projet engendrait.

REDUIRE

2

Limiter autant que possible la **durée, l'intensité et/ou l'étendue des impacts** d'un projet qui ne peuvent pas être complètement évités.



3

COMPENSER  
collectivement



Apporter **une contrepartie** aux effets négatifs notables, directs ou indirects de projet qui n'ont pas pu être évités ou suffisamment réduits.

+ ACCOMPAGNER



### ENVIRONNEMENT

→ contourner une haie, un habitat, une plante protégée, éviter les dates de reproductions ou de migration pour les phases de travaux...

→ Mettre en place une haie en bordure du projet, reconstruction de ripisylve, aménagement de passages à faune...

→ Création et gestion d'une zone humide hors du périmètre du projet, dépollution d'un habitat...

# Bibliographie

## Base de données économiques –

**AGRESTE** : statistique, l'évaluation et la prospective agricole (données régionales voire départementales)

**DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes** : études des filières agricoles régionales et/ou départementales

**ESANE** : Élaboration de la Statistique ANnuelle d'Entreprise. Dispositif multisources élaboré par l'Insee sur les entreprises appartenant au système productif. Il s'appuie sur l'enquête Esa et les sources administratives BIC (bénéfices industriels et commerciaux), BNC (bénéfices non commerciaux), BA (bénéfices agricoles) et les DADS (Déclarations Annuelles de Données Sociales).

**FranceAgriMer** : Chiffres clés et conjectures des marchés des différentes filières agricoles

**INAO** : Institut national de l'origine et de la qualité pour la caractérisation des produits sous labels et des chiffres-clés des filières.

**IPAMP** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole (calculé par l'Insee avec le concours du SSP).

**Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires** : compte des industries et commercialisation des produits alimentaires

**RICa** (moyenne sur 5 ans) : Réseau d'information comptable agricole. Le Rica est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des règles et des principes communs. Le Rica recueille des informations comptables et techniques auprès d'un échantillon d'exploitations représentatif des unités moyennes ou grandes selon la classification par la production brute standard pour la France métropolitaine.

**Réseau des Chambres d'Agriculture** : Bilan des conjonctures des filières agricoles et diagnostics agricoles locaux (lorsqu'ils existent)

**Résultats des contrôles laitiers** : Données économiques sur les productions laitières de France

## Sources du chiffrage de l'économie agricole –

**Productions céréalières à l'hectare** = Prix moyen de la culture A \* rendement ha de la culture A \* Pourcentage de la culture A sur la SAU du site d'étude + Prix moyen de la culture B \* rendement ha de la culture B \* Pourcentage de la culture B sur la SAU du site d'étude + ...

**Valeur ajoutée agricole par hectare** = Productions céréalières à l'hectare \* Taux de valeur ajoutée de l'exploitation

ESANE Rhône-Alpes :

- Collecte : Taux de valeur ajoutée calculé à partir des résultats technico-économique de la Coopérative Drômoise de Céréales 2014-2016 : 10,67%
- Première transformation : Taux de valeur ajoutée des entreprises de 1<sup>ère</sup> transformation 9,08% (alimentation animale) et part des matières premières agricoles dans le CA de l'industrie 64,52% . Autrement dit : **Pour 1€ de céréale achetée l'industrie génère 1,55€ de Chiffre d'Affaire.**

Rendements CEREALES : FranceAgriMer Auvergne-Rhône-Alpes 2015-2016 et données locales de l'exploitant agricole concerné pour le maïs (115qx/ha) et le blé (65qx/ha).

Prix CEREALES : observatoire des cours Terre-Net et site internet de la Coopérative Drômoise de Céréales

### 7 sites de stockage régionaux recensés :

- MONTREUIL SUR BARSE : sur 9,94ha + 17,80ha
- BEINE I et II : sur 15,50ha + 10,90ha
- CESSIEU : sur 9,93ha
- GRANGES I et II : sur 23,37ha + 5à6ha

**SURFACE TOTALE ELLIGIBLE A LA MISE EN PLACE DE CIVE SUR LA COUVERTURE DU CASIER EN POST EXPLOITATION : 93,44ha**

Source : ONYX ARA





# Contactez CETIAC

Une expertise dédiée à la réalisation d'études préalables agricoles  
et de compensation agricole collective.

N'hésitez pas à nous contacter pour en savoir plus

CETIAC | 18 rue Pasteur 69007 Lyon France  
04 81 13 19 50 | [contact@cetiacy.fr](mailto:contact@cetiacy.fr) | [www.compensation-agricole.fr](http://www.compensation-agricole.fr)  
SARL au capital de 10 000 euros | SIRET : 832 736 649 000 19 - RCS LYON